

PROCES VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL

DU LUNDI 23 SEPTEMBRE 2024 A 19h30

L'an deux mille vingt-quatre et le vingt-trois septembre à dix- neuf heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Commune d'AUBENAS, légalement convoqué, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Jean-Yves MEYER, Maire.

Présents : MEYER Jean-Yves, LOYET André, GAILLARD Pascal, ROCHE Eliette, ESSAYAR Khalid, FAURE Cécile, CIVIER Stéphane, NGUYEN Isabelle, DAUMAS Jacques, DURIEU Joël, HADDAD Catherine, BOUSCHON Max, SOUBEYRAND Jacky, VERNEDE Corinne, BOYER Alain, MARRON Corentin, ROGIER Monique, VERMOREL Guillaume, PERRUSSET Benoît, SIMON Cloé, CONSTANZO André

Excusés : AMRANI Hasiba (pouvoir à Max Bouschon), JOLY Delphine (pouvoir à Catherine Haddad), SAUGET Elisabeth (pouvoir à Eliette Roche), TEYSSIER Nicolas (pouvoir à Joël Durieu), LEYNAUD Michel (pouvoir à Alain Boyer), TASTEVIN Marie-Françoise (pouvoir à Monique Rogier), ARMAND Michel (pouvoir à Jacques Daumas), GUIBERT Alexandra (pouvoir à Guillaume Vermorel), ROUX Patricia (pouvoir à Benoît Perrusset), CAUQUIL Alexandra (pouvoir à André Constanzo), DELAUCHE André

Absent : Roger KAPPEL

Secrétaire de séance : Cloé SIMON

A 19h30 Monsieur le Maire ouvre la séance et souhaite la bienvenue à tous les participants. Il vérifie que le quorum est atteint et annonce les pouvoirs qui lui ont été remis.

Monsieur le Maire interroge les élus sur d'éventuelles remarques concernant le procès-verbal de la dernière séance.

Concernant la décision n°51 du PV du 13 juin relative à l'attribution du marché correspondant et à la délibération n°42 relative aux contrats de prestations dans le cadre de l'animation urbaine du 14 juillet, André Constanzo, demande si ces événements sont reportés à la fin de l'année ou à l'année prochaine.

Monsieur le Maire informe les élus qu'un feu d'artifice aura lieu le 29 novembre, mais qu'il n'y aura probablement pas d'animation musicale associée compte-tenu de la saison.

Sans lien direct avec le PV, Benoit Perrusset demande si une réponse a été apportée au courrier manuscrit présenté sur table aux élus lors du conseil municipal du 13 juin et dans l'affirmative, quelle en est la teneur.

Monsieur le Maire, n'ayant plus en mémoire le-dit courrier, vérifiera ultérieurement et apportera la réponse demandée.

Le procès-verbal du conseil municipal du 13 juin 2024 est approuvé à l'unanimité.

SECRETARIAT GENERAL

1. Décisions du Maire et droits de préemption

Décisions du Maire

Par délégation du Conseil Municipal du 3 juillet 2020 en vertu de l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire a été amené à prendre les décisions suivantes :

Numéros des Décisions	Objet de la décision 2024	Date de numérotation
56	Commande Galerie Franck ELBAZ (transport d'œuvres)	31/05/2024
57	Cessation des fonctions de régisseur et de mandataire suppléant régie château	05/06/2024
58	Nomination du Régisseur Titulaire, du mandataire suppléant et des mandataires	05/06/2024
59	Fourniture d'un véhicule utilitaire pour les services techniques de la Ville d'Aubenas	07/06/2024
60	Convention de mise à disposition à titre gratuit un local supplémentaire au CIDFF (bureau 11m ²)	13/06/2024
61	Avenant 2 à la convention du local mis à disposition des peintres indépendants – Prolongation d'un an	13/06/2024
62	Droit à la protection fonctionnelle de l'agent – Désignation avocat	14/06/2024
63	Participation aux coûts d'installation de plateformes pour conteneurs OM (commande 5 plateformes)	18/06/2024
64	Contrat de maintenance SSI - CAC	19/06/2024
65	Contrat de maintenance CVC - CAC	19/06/2024
66	Contrat pour le contrôle annuel réglementaire des installations de gaz	20/06/2024
67	Commande avec la société DEF pour la location d'un système d'alarme de détection incendie pour le Château	20/06/2024
68	Commande de la production et de la pose de la signalétique des expositions inaugurales et de la signalétique directionnelle avec l'entreprise Œil de Lynx	21/06/2024

69	ANNULEE POUR CAUSE DE DOUBLON DECISION N°68	21/06/2024
70	Travaux de régénération des courts de tennis 1 et 2 du Tennis Club d'Aubenas	24/06/2024
71	Travaux sur les réseaux d'eau potable et d'assainissement : Chemin des Loriots, Rue Jean Mermoz, Maillage Corniche de BAZA – M2024 010	24/06/2024
72	Contrat de concession des droits d'utilisation et de maintenance DélibLogik	25/06/2024
73	Cessation de fonction du mandataire régie manifestations culturelles et festives	25/06/2024
74	Nomination du mandataire régie manifestations culturelles et festives	25/06/2024
75	Entretien des locaux communaux – Lot 4 – Entretien des vitreries de locaux déterminés	25/06/2024
76	Contrat de maintenance municipal – Logiciel PM	28/06/2024
77	Revalorisation loyer des 3 juridictions	02/07/2024
78	Revalorisation loyer ADTIM	03/07/2024
79	Participation aux coûts d'installation de plateformes pour conteneurs OM (commande 12 plateformes)	08/07/2024
80	Acte modificatif n° 1 de la régie avance et recettes du CAC (modification encaisse maximum)	10/07/2024
81	Contrat de services GESCIM – Gestion cimetières	10/07/2024
82	Attribution du Lot 1 : Marché de Maitrise d'œuvre Réseaux : Rues Vincent D'Indy, champs du Lavoir, Place de l'Airette	16/07/2024
83	Attribution du lot 2 : Marché de Maitrise d'œuvre Réseaux : Rue de la Pailhouse	16/07/2024
84	Attribution de l'accord cadre pour la fourniture de panneaux de signalisation verticale et accessoires pour la sécurité des déplacements urbains	17/07/2024
85	Abandon de procédure – Logiciels SIRH	23/07/2024
86	Attribution marché M2024 015 - Acquisition de matériel scénique d'éclairage et divers accessoires pour le Centre le Bournot	26/07/2024
87	Contrat pour le contrôle annuel et assistance sur les DAE	05/08/2024
88	Travaux d'installation de 9 caméras	19/08/2024
89	Cession véhicule BERLINGO service des Sports sinistré BV 906 EW	27/08/2024

A propos de la décision n°88 relative à l'installation de 9 caméras, André Constanzo rappelle que la ville possède un parc de 76 caméras de surveillance sur la voie publique et demande où seront installées les 9 caméras supplémentaires.

Monsieur le Maire explique son impossibilité de répondre publiquement sur le positionnement de ces caméras déjà installées pour des raisons de confidentialité. Il propose à Monsieur Constanzo de lui communiquer cette information ultérieurement.

POLE DEVELOPPEMENT URBAIN

Service Foncier

Droit de Prémption Urbain non exercé

23/05/2024 8 Boulevard de Provence	E4759
24/05/2024 1 Rue Jean Mermoz	F0981
24/05/2024 Quartier Saint Martin Nord	D0512, D0513, D0514, D0515, D0520
24/05/2024 44 Chemin de Chaudabri	E1656, E6061
27/05/2024 6bis Rue Vincent d'Indy	F1361
27/05/2024 6 Boulevard de Provence	E4759
29/05/2024 20 Boulevard Maréchal Lyautey	B3509
29/05/2024 12 Boulevard de l'Europe	E4267
29/05/2024 1 Avenue de Zelzate	E5581, E5582
30/05/2024 22 F Chemin de Saint-Didier	D5205, D5204
30/05/2024 Sous les Dames	A1966, A0866, A0867, A0869, A0870, A0871
A0877, A1965, A3766	
30/05/2024 12 Boulevard de Provence	E0887, E2621, E4010
31/05/2024 8 Rue Baptiste Marcet	B2030
31/05/2024 18 Rue du Docteur Louis Pargoire	E0814, E0815, E4106, E5385
03/06/2024 15 Rue Maurice Imbert	E0730, E0731, E2419, E2423, E2426, E2539
03/06/2024 53 Chemin de Fontrome	D5058, D5057
05/06/2024 2 Rue Albert Seibel	F1084
05/06/2024 37 Boulevard Jean Mathon	F0827
05/06/2024 Chemin de la Retraite	A4580, A4576, A4578
05/06/2024 Chemin de la Retraite	A4578, A4576, A4580
12/06/2024 2 Rue Albert Seibel	F1084
13/06/2024 7 Chemin des Iles	D4124
13/06/2024 7 Chemin des Iles	D4106
14/06/2024 17 Rue Georges Couderc	F1070
18/06/2024 Traverse des Pins	E4775
20/06/2024 15 C Chemin de la Roche Noire	E1050
24/06/2024 27 Boulevard Saint-Didier	F0587, F0588
24/06/2024 7 Chemin des Iles	D4088
25/06/2024 14 Montée de Beauregard	E3674, E3672, E3677
27/06/2024 Chemin du Cheylard	A0280, A0281, A0282, A0283, A0284, A0285, A0286, A0287, A0388, A0389, A0390, A0391
27/06/2024 26 Boulevard Maréchal Lyautey	B3219
01/07/2024 34 Chemin du Lautaret	A1935
08/07/2024 77d Avenue de Bellande	D3186, D3189
09/07/2024 113 Route de Lazuel	E2699, E2696, E4081, E2700
10/07/2024 3 D Chemin de la Côte de Fontbonne	A3843

12/07/2024	15c Chemin de la Roche Noire	E2073, E2072, E1050
15/07/2024	113 Route de Lazuel	E2696, E2699, E2700
15/07/2024	20 Chemin de Fontrome	D3262, D3264
15/07/2024	2 Avenue de Boisvignal	F1261, F0935, F1048, F1049, F1050
19/07/2024	48 Chemin des Chaussades	B0753, B0755, B0757, B1493, B1495, B0752, B1494
22/07/2024	36 Avenue Victor Hugo	F1010
29/07/2024	16-20 Rue Louis Vidal	B3269, B3664
31/07/2024	Chemin du Lautaret	A4592, A4590
01/08/2024	7 Chemin des Iles	D4112, D4113
02/08/2024	Chemin du Lautaret	A4590, A4592
02/08/2024	21bis Allées de la Guinguette	F0641
05/08/2024	20 Avenue de Boisvignal	F0933
05/08/2024	17 Rue du Docteur Louis Pargoire	E2694
05/08/2024	17 Rue du Docteur Louis Pargoire	E2694
05/08/2024	17 Rue du Docteur Louis Pargoire	E2694
07/08/2024	25 Chemin Henri Constant	D5209
07/08/2024	7 Boulevard Jean Mathon	F0921, F0780
08/08/2024	7b Rue des Loriots	E4875, E4877
12/08/2024	20 Boulevard Pasteur	F0472
12/08/2024	493 Chemin de la Roche Noire	E4306, E4915, E5917, E4305, E5919, E5921
13/08/2024	48 Avenue de Delfzijl	E4089
19/08/2024	467 Route de Vals	A0950, A0952, A0955, A0956, A1710, A1836, A0939, A0951
21/08/2024	434 Chemin de la Voie Romaine	A3920, A3917, A3557, A3558
26/08/2024	Chemin de la Source	D1539, D1540, D1541, D1542
27/08/2024	15 Rue de l'Aubenc	D3146
28/08/2024	20 Rue Louis Vidal	B3269, B3664
29/08/2024	15 Rue de l'Aubenc	D3144
30/08/2024	5 D chemin des muriers	E6044
30/08/2024	56 B route de Vals	A1817 et A1819
30/08/2024	2 avenue de Boisvignal	F935, F1048, F1049, F1050, F1261
02/09/2024	7 Chemin des Iles	D4077, D4126

Le Conseil Municipal prend acte des éléments présentés.

2. Présentation du rapport d'activités de la Communauté de Communes du Bassin d'Aubenas - Année 2023

Vu la loi n°99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5211-39, stipulant que le Président de l'établissement public de coopération intercommunal adresse chaque année, avant le 30 septembre, son rapport d'activités accompagné du compte administratif, au Maire de chaque commune membre ;

Vu le rapport de la Communauté de Communes du Bassin d'Aubenas (CCBA) ;

Considérant la réception du rapport d'activités 2023 de la CCBA le 12 juin 2024 faisant l'objet d'une communication par Monsieur le Maire au Conseil Municipal en séance publique,

Considérant que ce rapport a pour objet principal de permettre l'instauration d'un débat démocratique au sein des Conseils Municipaux des communes membres de la Communauté de communes,

Considérant que le document présente l'activité de la communauté de Communes en matière de développement économique, d'agriculture et de sylviculture , de tourisme, d'aménagement – Urbanisme et d'habitat , de voirie, de voies douces et de mobilité , de déchets, de SPANC, de bâtiments, de transition énergétique, de petite enfance, du pôle seniors, de France Services, de la Médiathèque, du Conseil de développement, des Finances et des Ressources humaines ainsi que de toute l'activité des moyens généraux ainsi que de la communication, et des actions transverses et de mutualisation,

Il est demandé aux membres du Conseil Municipal d'en prendre acte.

Le Conseil Municipal prend acte du rapport d'activités 2023 de la CCBA, joint à la présente délibération.

Dans le cadre de la présentation des rapports d'activités, Benoit Perrusset demande si le rapport d'activité 2023 de la ville sera présenté prochainement.

Monsieur le Maire confirme qu'il est actuellement en phase de mise en page et qu'il sera bien présenté au Conseil Municipal dès qu'il sera finalisé.

3. Rapport annuel 2023 sur le Service Public d'Assainissement Non Collectif – SPANC

Vu le Code Général des Collectivités Territoriale et notamment son article L.2224-5, stipulant l'obligation de présenter à son assemblée délibérante un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'eau potable destiné notamment à l'information des usagers ;

Vu la délibération DEL11062024 du 11 juin 2024 portant approbation par le Conseil communautaire du rapport d'activités du SPANC ;

Vu le rapport d'activité du SPANC de la Communauté de Communes du Bassin d'Aubenas

Considérant la réception du rapport annuel sur le Service Public d'Assainissement Non Collectif – SPANC le 26 juin 2024, établi par la Communauté de Communes du Bassin d'Aubenas pour l'exercice 2023,

Considérant que le rapport présente les éléments contextuels, technique et financiers ainsi que les objectifs 2024 et les indicateurs réglementaires ;

Il est demandé aux membres du Conseil Municipal d'en prendre acte.

Le Conseil Municipal prend acte du rapport d'activité du SPANC 2023, joint à la présente délibération.

4. Présentation du rapport d'activité 2023 du service public de prévention des déchets ménagers

Vu l'article L2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales prescrivant une présentation à l'assemblée délibérante du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers ;

Considérant la communication le 25 juin 2024 par la Communauté des Communes du Bassin d'Aubenas du rapport d'activité du service public de prévention des déchets ménagers pour l'année 2023,

Considérant que ce rapport fait l'état des indicateurs techniques, économiques et financiers relatifs à la collecte des déchets ménagers sur le territoire de la CCBA,

Isabelle NGYEN rappelle qu'il y a deux modes de collecte au sein de la CCBA:

- par point de regroupement, ce qui est la tendance de demain, dans la majorité des 27 communes desservies aujourd'hui ;
- au porte à porte, qui est appelé à disparaître, qui pour certaines communes reste le seul mode de collecte des déchets.

Elle souligne que le point de regroupement est mis en place pour faire des économies par rapport à une taxe sur les activités polluantes qui est appelée à augmenter, qui est perçue par l'Etat et qui a pour but « de nous faire réduire notre production de déchets en nous punissant au porte-monnaie, pour résumer de manière assez simple ».

Isabelle NGUYEN ajoute qu'il y a aussi une volonté d'assurer la collecte en points de regroupement pour les effets environnementaux (moins de passage de camions, etc...) et que cela permet de maintenir la TEOM à 9,76 % qui n'a pas évolué depuis 2018.

Guillaume Vermorel répond qu'il ne s'agit pas « d'une punition » : il s'agit d'une incitation pédagogique de faire payer les ordures ménagères au prorata de la production de déchets. ». Il constate qu'il est souvent question d'écologie punitive alors qu'au contraire, il s'agit d'une question de survie pour la planète.

Il demande par ailleurs quelle est la destination des déchets triés par le SIDOMSA.

Isabelle NGUYEN informe les élus que cette question est abordée dans le rapport. Elle explique que les déchets triés vont chez Ozil qui doit les valoriser. Une partie des déchets finissent enfouis. L'Optimale (nouvelle usine de valorisation des déchets à Lavilledieu) trie les déchets de la poubelle noire pour faire soit des produits énergétiques pour produire de la chaleur, soit en faire des matières premières ou secondaires.

Le Conseil Municipal prend acte du rapport d'activité 2023 du service public de prévention des déchets ménagers, joint à la présente délibération.

5. Révision et mise à jour des statuts de la CCBA

Vu l'arrêté préfectoral n°07-2019-11-25-004 en date du 25 novembre 2019 autorisant la modification des statuts de la CCBA ;

Vu l'article L5211-17 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

Vu la délibération n°DEL11062024-15 du Conseil Communautaire en date du 11 juin 2024 approuvant la modification statutaire de la CCBA ;

Vu le courrier de notification du Président de la CCBA en date du 2 juillet 2024 ;

Vu les statuts modifiés ;

Vu l'accusé de réception du Maire en date du 8 juillet 2024 ;

La loi n°2023-1196 du 18 décembre 2023 pour le plein emploi, crée le statut d'autorité organisatrice de la politique d'accueil du jeune enfant pour toutes les communes:

Ce nouveau statut implique de :

- ✓ **1. Recenser** les besoins des enfants âgés de moins de 3 ans et de leurs familles en matière de services aux familles mentionnés à l'article L.214-1 du Code de l'action sociale et des familles ainsi que les modes d'accueil disponibles sur le territoire ;
- ✓ **2. Informer** et accompagner les familles ayant un ou plusieurs enfants âgés de moins de 3 ans ainsi que les futurs parents ;
- ✓ **3. Planifier**, au regard du recensement de ces besoins, le développement des modes d'accueil et établir un schéma de développement de l'offre d'accueil ;
- ✓ **4. Soutenir** la qualité des modes d'accueil.

Les compétences et missions liées au statut d'autorité organisatrice de la politique d'accueil du jeune enfant étant déjà détenues par la CCBA au titre du RPE et du PIAPE, il convient, pour la CCBA, de mettre à jour la rédaction des statuts, dans ce sens.

Dans le même temps, une mise à jour des statuts est effectuée qui concerne notamment :

- Le changement de terminologie : compétences « optionnelles » remplacées par le terme « supplémentaires »
- Le conventionnement de la CCBA avec la Région AURA pour les services de mobilité (article 2.3.3)
- Des ajouts relatifs aux équipements sportifs (articles 2.4.4 / 2.4.5 / 2.4.6)
- Les subventions de fonctionnement et les participations financières (article 5-1)
- Les adhésions aux syndicats (article 5-2)
- Les commissions thématiques (article 8)
- La conférence des Maires (article 9)

En application de l'article L5211-20 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), le conseil municipal de chaque commune membre dispose d'un délai de 3 mois pour se prononcer sur la modification des statuts envisagée par l'EPCI. A défaut de délibération dans le délai de 3 mois, sa décision est réputée favorable.

L'accord doit être exprimé par deux tiers des conseils municipaux des communes concernées représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci, ou par la moitié au moins des conseils municipaux des communes représentant les deux tiers de la population.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal d'approuver la modification des statuts de la Communauté de Communes du Bassin d'Aubenas telle que présentée ci-dessus et ci-jointe annexée.

Benoît Perrusset informe les élus qu'il s'est abstenu au conseil communautaire et qu'il s'abstiendra également ici. En effet, il estime prématuré les ajouts relatifs aux équipements en raison de manque d'informations :

- quant à la localisation : les dépenses d'investissement, les modalités de gestion et le budget de fonctionnement du « pétanquodrome », qui n'est pas localisé et dont tout le monde sait qu'il sera à St Etienne de Boulogne ;
- quant au stade de rugby, même si sa localisation n'est pas inscrite dans les statuts à la différence des autres équipements, il y a des problématiques urbanistiques, environnementaux, juridique, administratif et financier.

Il ajoute qu'il n'est pas urgent de les inscrire dans les statuts et qu'il est préférable d'avancer sur les projets.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à la majorité (5 abstentions : Benoit Perrusset, Patricia Roux, Cloé Simon, Guillaume Vermorel, Alexandra Guibert) :

- **Approuve** la modification des statuts de la Communauté de Communes du Bassin d'Aubenas.

6. Convention de participation technique et financière pour l'achat de plateformes préfabriquées et leurs accessoires pour les bacs à déchets

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération du 18 juillet 2017 n° DEL 18072017-10 de la Communauté de Communes du Bassin d'Aubenas actant la participation financière et technique pour l'acquisition de plateformes préfabriquées et de leurs accessoires pour les bacs de déchets ;

Vu le projet de convention ;

Considérant que la CCBA participe à hauteur de 50% HT, le reste du financement étant à la charge de la commune,

Considérant les besoins de mise en place de cet équipement sur plusieurs emplacements de la ville permettant de mieux définir et protéger l'espace réservé des bacs à déchets,

Considérant la caducité de la précédente convention,

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver le renouvellement de la convention jointe en annexe pour une durée trois ans à compter de sa signature.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Approuve** la convention de participation technique et financière pour l'achat de plateforme préfabriquées et leurs accessoires pour les bacs à déchets
- **Autorise** Monsieur le Maire à la signer.

Isabelle NGUYEN demande à quels endroits ont été installés les 6 plateformes commandées.

André Loyet explique qu'elles sont installées au quartier St Pierre, tout au long de la route. Une vingtaine sont déjà installées. Il rappelle que le comité de quartier définit les emplacements avec les habitants.

7. Désignation des élus représentants au sein de l'association AMORCE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Considérant l'adhésion de la commune à l'association AMORCE,

Considérant que l'association a pour objectifs d'informer et de partager les expériences sur les aspects techniques, économiques, juridiques ou fiscaux des choix menés dans les territoires en matière de transition énergétique, de déchets, de gestion de l'eau, d'économie circulaire, permettant d'améliorer la qualité de sa propre gestion,

Considérant que les réseaux de chaleur, notamment, font partie des sujets traités et suivis par l'association,

Considérant la demande de l'association AMORCE de désigner un représentant de la commune avant leur Assemblée Générale du 9 octobre 2024,

Il est proposé au Conseil Municipal de désigner en tant que représentants de la commune Monsieur André LOYET en tant que titulaire et Monsieur Guillaume VERMOREL en tant que suppléant.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Désigne Monsieur André LOYET** pour le représenter en tant que titulaire au sein des diverses instances de l'association, ainsi que **Monsieur Guillaume VERMOREL** en tant que suppléant,
- **Autorise** Monsieur le Maire à signer les différents actes nécessaires à cette adhésion,
- **Autorise** Monsieur le Maire à inscrire la cotisation annuelle dans son budget primitif.

SERVICE COMMUNICATION

8. Conseil Municipal des Enfants – Désignation des nouveaux élus pour accompagner le CME d'Aubenas pour les années 2024 et 2025

Vu la Convention internationale des droits de l'enfant (CIDE), adoptée par l'ONU le 20 novembre 1989 ;

Vu le Code Général des Collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°6 du 17 décembre 2020 portant création d'un Conseil Municipal des Enfants à compter de l'année 2021 qu'afin d'initier les plus jeunes à l'exercice de la démocratie et à la participation citoyenne ;

Vu la délibération n°8 du 21 septembre 2023 portant modification de la composition du CME et de la charte ;

Considérant que la charte approuvée par cette même délibération prévoit la désignation de 3 élus titulaires et de 3 suppléants pour accompagner le CME d'Aubenas pour une durée de deux ans : 2 élus de la majorité et 1 élu de l'opposition. Les deux premières années étant passées, il convient donc de désigner une nouvelle composition d'élus pour les années scolaires 2024-2025 et 2025-2026 pour permettre le bon fonctionnement du Conseil Municipal des Enfants.

Ancienne composition définie par la délibération n°29 du Conseil Municipal du 16 mars 2023 :

Titulaires	Suppléants
- Elisabeth SAUGET	- Max BOUSCHON
- Jacques DAUMAS	- Corentin MARRON
- Alexandra GUIBERT	- Roger KAPPEL

Nouvelle composition avec 4 élus titulaires (3 élus de la majorité et 1 élu de l'opposition) et 4 suppléants :

Titulaires	Suppléants
- Eliette ROCHE	- Max BOUSCHON
- Elisabeth SAUGET	- Corentin MARRON
- Jacques DAUMAS	- Monique ROGIER
- Benoît PERRUSSET	- Alexandra GUIBERT

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Approuve** la nouvelle composition d'élus au Conseil Municipal des Enfants telle que présentée ci-dessus
- **Autorise** Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

9. Conseil Municipal des Enfants – Modification de la composition du CME et de la durée d’engagement des enfants en classe de CM1/CM2

Vu la Convention internationale des droits de l’enfant (CIDE), adoptée par l’ONU le 20 novembre 1989 ;

Vu le Code Général des Collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°6 du 17 décembre 2020 portant création d’un Conseil Municipal des Enfants à compter de l’année 2021 qu’afin d’initier les plus jeunes à l’exercice de la démocratie et à la participation citoyenne ;

Vu la délibération n°8 du 21 septembre 2023 portant modification de la composition du CME et de la charte ;

Considérant que la mise en place du CME a permis aux jeunes élus des écoles d’Aubenas :

- de s’initier à la prise de parole en public grâce à la mise en place de commissions permettant l’expression orale en groupes de travail,
- de participer à l’organisation de la journée sportive des écoles d’Aubenas dans le cadre du label « Terre de Jeux 2024 »,
- de découvrir la laïcité et la citoyenneté grâce aux invitations aux différentes commémorations,
- de découvrir des projets et actions de la ville en terme environnemental, culturel et de sécurité publique.

Considérant que pour le mandat 2024-2025 pour permettre le bon fonctionnement du Conseil Municipal des Enfants, il convient de modifier la composition du CME, et par conséquent de modifier la charte et de préciser la durée d’engagement des enfants en classe de CM1/CM2 pour une durée d’1 an.

Nouvelle composition :

Selon l’effectif annuel des élèves, il est possible d’avoir plusieurs classes de même niveau. Afin que chaque classe soit représentée, il est proposé d’élire 1 titulaire par classe de CM1 et CM2. Le nombre d’enfants élus pourra donc varier d’un établissement à un autre et d’une année sur l’autre.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l’unanimité :

- **Approuve** la nouvelle composition d’élus au conseil municipal des enfants telle que présentée ci-dessus,
- **Approuve** la nouvelle durée d’engagement des enfants en classe de CM1/CM2,
- **Approuve** la modification de la charte du conseil municipal des enfants,
- **Autorise** Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l’exécution de la présente délibération.

SERVICE FINANCES

10. Budget Principal Ville - Décision modificative n°1 de l’exercice 2024

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l’article L 1612-11,

Vu l’instruction budgétaire et comptable M57,

Vu le budget primitif 2024 du Budget principal ville,

Considérant qu'il est nécessaire d'ajuster les crédits des sections de fonctionnement et d'investissement tant en dépenses qu'en recettes,

Monsieur Le Maire propose au Conseil Municipal d'autoriser la décision budgétaire modificative n°1 de l'exercice 2024 du Budget principal ville.

Cette décision modificative s'équilibre en dépenses et en recettes de fonctionnement à 43 900 € et en dépenses et recettes d'investissement à 414 500 €

Elle a pour objet de procéder à des virements de crédits :

- **En section de fonctionnement pour :**
 - . augmenter la prévision budgétaire du chapitre 011 d'un montant de 34 000 € pour prévoir notamment les honoraires d'un cabinet de recrutement,
 - . diminuer de 12 000 € le chapitre 65 pour transférer les crédits des prestations journalières accueil de loisirs au chapitre 011,
 - . augmenter la prévision du chapitre 67 à hauteur de 3 500 €,
 - . augmenter la prévision du chapitre 68 de 18 400 € pour un complément de provision des créances douteuses.L'équilibre de la section de fonctionnement s'opèrera par une augmentation des recettes à hauteur de 43 900 €.
- **En section d'investissement pour :**
 - . prévoir le remboursement du capital du prêt relais adossé aux subventions d'un montant de 366 500 €,
 - . augmenter la prévision budgétaire de 48 000 € pour l'acquisition d'un logiciel RH de Gestion du temps de travail.L'équilibre de la section d'investissement s'opèrera par l'augmentation des crédits de 414 500 € du chapitre 13 subventions d'investissement.

Le détail de ces mouvements est présenté ci-dessous :

Section de fonctionnement - Détail (par article)		
DEPENSES		
Chapitres	Libellés	Prévisions
011	Charges à caractère général	34 000,00
	617 Etudes et recherches	
	518 Autres actions d'aménagement urbain	-6 000,00
	62268 Autres honoraires, conseils	
	020 Administration générale de la collectivité	22 000,00
	61 Interventions économiques transversales	6 000,00
	6288 Divers, autres	
	338 Autres activités pour les jeunes	2 000,00
	420 Services communs	10 000,00
65	Autres charges de gestion courante	-12 000,00
	65748 Subventions autres personnes de droit privé	
	420 Services communs	-10 000,00
	424 Personnes en difficulté	-2 000,00
67	Charges spécifiques	3 500,00
	673 Titres annulés (sur exercices antérieurs)	
	01 Opérations non ventilables	3 500,00
68	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	18 400,00
	6817 Dotations aux dépréciations des actifs circulants	
	01 Opérations non ventilables	18 400,00
Total des dépenses de la section de fonctionnement		43 900,00
RECETTES		
Chapitres	Libellés	Prévisions
013	Atténuations de charges	25 400,00
	6419 Remboursements sur rémunérations du personnel	
	020 Administration générale de la collectivité	25 400,00
70	Atténuations de charges	3 500,00
	70848 Produits des services, du domaine et ventes diverses	
	311 Activités artistiques, actions et manifestations culturelles	3 500,00
73	Impôts et taxes	15 000,00
	73123 Taxes additionnelles aux droits de mutation	
	01 Opérations non ventilables	15 000,00
74	Dotations et participations	-20 000,00
	74718 Autres participations Etat	
	314 Musées	-20 000,00
75	Autres produits de gestion courante	20 000,00
	75888 Autres produits de gestion courante	
	01 Opérations non ventilables	20 000,00
Total des recettes de la section de fonctionnement		43 900,00

Section d'investissement - Détail (par article)

DEPENSES

Chapitres	Libellés	Prévisions
16	Emprunts et dettes assimilées	366 500,00
	1641 Emprunts en euros	
	01 Opérations non ventilables	366 500,00
20	Immobilisations incorporelles	113 000,00
	2031 Frais d'études	
	213 Classes regroupées	35 000,00
	322 Stades	30 000,00
	2051 Concessions et droits similaires	
	020 Administration générale de la collectivité	48 000,00
23	Immobilisations en cours	-65 000,00
	2312 Agencements et aménagements de terrains	
	325 Autres équipements sportifs ou de loisirs	22 000,00
	2313 Constructions	
	213 Classes regroupées	-35 000,00
	325 Autres équipements sportifs ou de loisirs	-52 000,00
Total des dépenses de la section d'investissement		414 500,00

RECETTES

Chapitres	Libellés	Prévisions
13	Subventions d'investissement	414 500,00
	1322 Région	
	11 Police, sécurité, justice	366 500,00
	321 Salles de sport, gymnases	48 000,00
Total des recettes de la section d'investissement		414 500,00

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Approuve** la décision modificative n°1 de l'exercice 2024 du Budget principal ville, afin d'ajuster les crédits des sections de fonctionnement et d'investissement conformément aux tableaux présentés ci-dessus.
- **Autorise** Monsieur le Maire à mettre en œuvre cette décision modificative n°1 de l'exercice 2024 du Budget principal ville

11. Budget Principal Ville – Régularisation avance subvention SOLEN – exercice 2024

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2311-7 ;

Vu la délibération n°14 du 07/12/2023, autorisant la ville à verser un acompte sur subvention d'un montant de 9 300 euros à l'association SOLEN ;

Vu le Budget Primitif 2024 du Budget principal de la ville ;

Considérant que lors de la préparation budgétaire 2024, il a été décidé que la subvention allouée à l'association SOLEN serait portée directement par le budget CCAS,

Il est proposé au Conseil Municipal d'annuler le mandat n°30 bordereau n°6 du 22/01/2024 d'un montant de 9 300 euros sur le budget principal, afin qu'il soit réémis sur le budget CCAS.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Approuve** l'annulation de l'acompte sur subvention de 9 300 € émis sur le budget, principal, à l'ordre de SOLEN afin qu'il soit réémis sur le Budget CCAS,
- **Autorise** Monsieur le Maire à effectuer toutes les démarches y afférentes.

12. Nomination des représentants de la Collectivité à l'Assemblée Générale de l'Agence France Locale

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 1611-3-2 ;
Vu le livre II du code de commerce ;
Vu la délibération n° 9 en date du 16 novembre 2017 d'adhésion de la commune ;

Considérant que la commune adhère à l'Agence France Locale (AFL) depuis novembre 2017 et qu'AFL demande la nomination d'un titulaire et d'un suppléant pour représenter la commune lors de son Assemblée Générale,

Considérant que suite à la démission de Madame ALLAMEL représentante titulaire et Monsieur JEANJEAN représentant suppléant, il est nécessaire de procéder à de nouvelles nominations,

Il est proposé au Conseil Municipal de nommer un représentant titulaire et un représentant suppléant pour représenter la commune lors de l'Assemblée Générale de l'AFL.

Vu l'exposé des motifs présentés,

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Désigne Monsieur Jean-Yves MEYER** en sa qualité de Maire, en tant que représentant titulaire de la commune d'Aubenas, et **Madame Patricia ROUX** en sa qualité conseillère municipale, en tant que représentante suppléante de la commune d'Aubenas, à l'Assemblée générale de l'Agence France Locale - Société Territoriale,
- **Autorise** le représentant titulaire de la commune d'Aubenas ainsi désigné à accepter toutes autres fonctions qui pourraient leur être confiées dans le cadre de la représentation au sein de l'Agence France Locale (Conseil d'Administration, présidence, vice-présidence, membres titulaires ou suppléants des éventuelles commissions d'appel d'offres, Conseil de Surveillance, Conseil d'orientation, etc.), dans la mesure où ces fonctions ne sont pas incompatibles avec leurs attributions,
- **Autorise** Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

13. Budget Annexe de l'Eau - Décision modificative n°1 de l'exercice 2024

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L 1612-11 ;
Vu l'instruction budgétaire et comptable M49 ;
Vu le budget primitif 2024 du Budget annexe de l'Eau ;

Considérant qu'il est nécessaire d'ajuster les crédits de la section de fonctionnement tant en dépenses qu'en recettes pour constater les écritures comptables des créances admises en non-valeur, pour un montant de 13 000€,

Il est proposé au Conseil Municipal d'autoriser la décision budgétaire modificative n°1 de l'exercice 2024 du Budget annexe de l'Eau.

Cette décision modificative s'équilibre en dépenses et en recettes de fonctionnement à 13.000 €. Le détail de ces mouvements est présenté ci-dessous :

Section de fonctionnement - Détail (par article)		
DEPENSES		
Chapitres	Libellés	Montants
65	Autres charges de gestion courante	13 000,00
	6541 Créances admises en non-valeur	13 000,00
Total des dépenses de la section de fonctionnement		13 000,00

RECETTES		
Chapitres	Libellés	Montants
75	Autres produits de gestion courante	13 000,00
	7588 Autres produits de gestion courante	13 000,00
Total des recettes de la section de fonctionnement		13 000,00

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Approuve** la décision modificative n°1 de l'exercice 2024 du budget annexe de l'Eau, afin d'ajuster les crédits de la section de fonctionnement conformément aux tableaux présentés ci-dessus,
- **Autorise** Monsieur le Maire à mettre en œuvre cette décision modificative n°1 de l'exercice 2024 du Budget annexe de l'Eau.

14. Budget annexe eau – créances irrécouvrables - exercice 2024

Vu le code général des collectivités Territoriales notamment l'article L 1612-11 ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M49 ;

Vu le budget primitif 2024 du Budget annexe Eau ;

Vu la décision modificative n°1 du Budget annexe Eau ;

Considérant que suite à la transmission par la Trésorerie des listes d'admission en non-valeur et des créances éteintes pour un montant de 25 964,57 HT concernant les exercices 2016 à 2023.

Considérant que, pour mémoire :

- Les admissions en non-valeur sont des créances pour lesquelles aucun recouvrement n'a pu être obtenu (montant inférieur à un seuil de poursuites, combinaison infructueuse d'actes) Il est précisé que l'admission en non-valeur n'exclut nullement un recouvrement ultérieur, si le redevable revenait à une situation permettant le recouvrement.

- Les créances éteintes concernent des créances pour lesquelles aucune action en recouvrement n'est plus possible. Elles relèvent du traitement des dossiers de surendettement et de liquidations judiciaires.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de se prononcer favorablement sur la prescription des **créances admises en non-valeur suivantes** :

N° liste	Montant € TTC	Montant € HT	Année	Motif d'irrecouvrable
6174935531	27 290,04	25 285,11	2016-2023	PV de carence

La dépense de 25 285,11 € HT sera imputée à l'article 6541 : créances admises en non-valeur.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de se prononcer favorablement sur la prescription des **créances éteintes** suivantes :

N° liste	Montant € TTC	Montant € HT	Année	Motif d'irrecouvrable
6922401031	458,79	424,7	2022- 2023	Surendettement et décision effacement de dette
6922531331	274,33	254,99	2020- 2022	Surendettement et décision effacement de dette

La dépense d'un montant de 679,46 € HT sera imputée à l'article 6542 : créances éteintes

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Vote** favorablement la liste des admissions en non-valeur de ces créances,
- **Indique** que la dépense de 25 285,11 € HT sera imputée à l'article 6541 : créances admises en non-valeur.
- **Vote** favorablement la liste des créances éteintes,
- **Indique** que la dépense de 679.46 € HT sera imputée à l'article 6542 : créances éteintes.

15. Budget Annexe de l'Assainissement - Décision modificative n°2 de l'exercice 2024

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L 1612-11 ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M49 ;

Vu le budget primitif 2024 du Budget annexe de l'Assainissement ;

Vu la Décision modificative n°1 du 13/06/2024 du Budget annexe de l'Assainissement ;

Considérant qu'il est nécessaire d'ajuster les crédits de la section de fonctionnement tant en dépenses qu'en recettes pour constater les écritures comptables des créances admises en non-valeur,

Il est proposé au Conseil Municipal d'autoriser la décision budgétaire modificative n°2 de l'exercice 2024 du Budget annexe de l'Assainissement.

Cette décision modificative s'équilibre en dépenses et en recettes de fonctionnement à 4.000 €. Le détail de ces mouvements est présenté ci-dessous :

Section de fonctionnement - Détail (par article)		
DEPENSES		
Chapitres	Libellés	Prévisions
011	Charges à caractère général	-1 000,00
60611	Eau	-1 000,00
65	Autres charges de gestion courante	13 000,00
6541	Créances admises en non-valeur	-1 000,00
6542	Créances éteintes	-1 000,00
6588	Autres charges diverses de gestion courante	15 000,00
014	Atténuation de produits	-8 000,00
706129	Reversement à l'agence de l'eau - Redevance pour modernisation des réseaux de collecte	-8 000,00
Total des dépenses de la section de fonctionnement		4 000,00

Section de fonctionnement - Détail (par article)		
RECETTES		
Chapitres	Libellés	Prévisions
70	Vente de produits fabriqués, prestations de services, marchandises	4 000,00
704	Travaux	4 000,00
Total des recettes de la section de fonctionnement		4 000,00

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Approuve** la décision modificative n°2 de l'exercice 2024 du budget annexe de l'Assainissement, afin d'ajuster les crédits de la section de fonctionnement en dépenses et en recettes conformément aux tableaux présentés ci-dessus,
- **Autorise** Monsieur le Maire à mettre en œuvre cette décision modificative n°2 de l'exercice 2024 du Budget annexe de l'Assainissement.

En lien avec la thématique de l'eau et de l'assainissement, Benoit Perrusset indique avoir appris qu'une consultation avait été lancée par la commune afin de trouver un prestataire pour une étude d'analyse du transfert de compétence eau-assainissement en parallèle à celle de la communauté. Il demande des informations à ce sujet.

Monsieur le Maire explique aux élus que, compte-tenu des enjeux, cette étude a pour but de défendre les intérêts de la commune dans le cadre de ce transfert de compétence prévu au 1^{er} janvier 2026. Elle servira à éclairer les élus par rapport aux décisions qui pourraient être prises avec la communauté de communes concernant notamment différentes pistes éventuelles pour conserver tout ou partie de la gestion de l'eau ou de l'assainissement. L'étude n'est pas encore attribuée. Les élus seront informés de la suite des événements.

André Loyet ajoute que l'étude de la CCBA en est actuellement au premier stade. La première restitution a eu lieu il y a une semaine : seul l'inventaire de chacune des communes sur le plan des personnels, des installations, etc... a été réalisé. Aujourd'hui, il n'y a pas encore de piste qui permettrait d'orienter les décisions.

16. Budget Annexe Camping Municipal - Décision modificative n° 2 de l'exercice 2024

Vu le code général des collectivités Territoriales notamment l'article L 1612-11 ;
Vu l'instruction budgétaire et comptable M4 ;
Vu le budget primitif 2024 du Budget annexe Camping municipal ;
Vu la décision modificative n°1 du 13/06/2024 du Budget annexe Camping municipal ;

Considérant qu'il est nécessaire d'ajuster les crédits de la section de fonctionnement tant en dépenses qu'en recettes,

Il est proposé au Conseil Municipal d'autoriser la décision budgétaire modificative n°2 de l'exercice 2024 du Budget annexe Camping municipal.

Cette décision modificative s'équilibre en dépenses et en recettes de fonctionnement à 15.000 €. Le détail de ces mouvements est présenté ci-dessous :

Section de fonctionnement - Détail (par article)		
DEPENSES		
Chapitres	Libellés	Prévisions
011	Charges à caractère général	-2 000,00
	60612 Electricité	-2 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	6 300,00
	6411 Rémunération principale	6 300,00
68	Dotations aux provisions et dépréciations	10 700,00
	6817 Dotations aux dépréciations des actifs circulants	10 700,00
Total des dépenses de la section de fonctionnement		15 000,00

Section de fonctionnement - Détail (par article)

RECETTES

Chapitres	Libellés	Prévisions
70	Ventes produits fabriqués, prestations	-7 500,00
	7083 Locations diverses	-7 000,00
	70878 Remboursements de frais par des tiers	-500,00
77	Produits exceptionnels	22 500,00
	7717 Dégrèvements d'impôts autres qu'impôts sur les bénéfices	22 500,00
Total des recettes de la section de fonctionnement		15 000,00

Section d'investissement - Détail (par article)

DEPENSES

Chapitres	Libellés	Prévisions
Total des dépenses de la section d'investissement		0,00

RECETTES

Chapitres	Libellés	Prévisions
Total des recettes de la section d'investissement		0,00

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré l'unanimité :

- **Approuve** la décision modificative n° 2 de l'exercice 2024 du budget annexe Camping Municipal, afin d'ajuster les crédits de la section de fonctionnement conformément aux tableaux présentés ci-dessus,
- **Autorise** Monsieur le Maire à mettre en œuvre cette décision modificative n°2 de l'exercice 2024 du Budget annexe Camping Municipal.

Au nom du conseil municipal, Monsieur le Maire remercie Sylvie Durpoix, directrice du service des finances, pour le travail accompli.

ACHATS/MARCHES PUBLICS

17. Marché d'assurances pour un groupement de commande – Lot 6 : Risques statutaires des agents CNRACL et assimilés : Modification n°1

Vu le code des assurances et notamment l'article L113-4 ;

Vu le code de la Commande Publique et notamment les articles R 2194-2 à R 2194-5 ;

Vu la Convention de groupement de commande, regroupant la Ville d'Aubenas, le Syndicat Mixte du Bourdary et le CCAS d'Aubenas, en date du 10 février 2021 et désignant la Ville d'Aubenas comme Coordonnateur ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 9 septembre 2021 autorisant Monsieur le Maire à signer le marché d'assurance Risques statutaires de la Ville d'Aubenas ;

Considérant que, à la suite de l'analyse annuelle de la sinistralité du marché, le Groupement de Commande titulaire demande la revalorisation du taux applicables aux cotisations du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2024 ;

Considérant la nécessité de régulariser la situation,

Considérant, qu'afin d'adapter les dispositions contractuelles aux résultats techniques déterminés lors de l'analyse, la « Fiche tarification » annexé à l'acte d'engagement doit être modifiée comme suit :

Le taux de cotisation A1 – Accident du travail / maladie professionnelle est porté à 1,25%.
Toutes les autres dispositions du contrat restent inchangées.

Le montant annuel du marché public, après affectation du nouveau taux à la masse salariale déclarée dans le contrat initial (2021) est de :

- 66 660,85 euros HT pour la Ville (dont le Syndicat Mixte du Bourdary).
- 1 300,74 euros HT pour le CCAS.

La modification du marché entraine donc une augmentation de 4,08 % du montant initial du marché

Après application du taux à l'assiette 2023, le montant de la cotisation pour 2023 est la suivante :

- 60 266,03 euros HT pour la Ville (dont le Syndicat Mixte du Bourdary), en raison d'une baisse de la base salariale depuis 2021
- 1 391,85 euros HT pour le CCAS.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Accepte** la revalorisation du taux A1 - demandé par le groupement Les assurances territoriales ASTER pour les cotisations applicables du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2024,
- **Autorise** Monsieur le Maire, à signer la modification n°1 du lot 6 du marché d'assurance du Groupement de commande Ville d'Aubenas, Syndicat Mixte du Bourdary et CCAS.

18. Marché d'assurances en groupement de commande - Lot 6 : Risques statutaires des agents CNRACL et assimilés - Modification n°2

Vu le code des assurances et notamment l'article L113-4 ;

Vu le code de la Commande Publique et notamment les articles R 2194-2 à R 2194-5 ;

Vu la Convention de groupement de commande, regroupant la Ville d'Aubenas, le Syndicat Mixte du Bourdary et le CCAS d'Aubenas, en date du 10 février 2021 et désignant la Ville d'Aubenas comme Coordonnateur ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 9 septembre 2021 autorisant Monsieur le Maire à signer le marché d'assurance Risques statutaires de la Ville d'Aubenas ;

Vu la Commission d'appel d'offre du 12 Septembre 2024, donnant un avis positif concernant la modification n°2 du Marché d'assurances pour un groupement de commande – Lot 6 : Risques statutaires des agents CNRACL et assimilés ;

Considérant que, à la suite de l'analyse annuelle de la sinistralité du marché, le Groupement de Commande titulaire demande la revalorisation du taux applicables aux cotisations à partir de 2025 ;

Considérant, qu'afin d'adapter les dispositions contractuelles aux résultats techniques déterminés lors de l'analyse, la « Fiche tarification » annexé à l'acte d'engagement doit être modifiée comme suit :

Le taux de cotisation A1 – Accident du travail / maladie professionnel est porté à 1,31%.

Toutes les autres dispositions du contrat restent inchangées.

Le montant annuel du marché public, après affectation du nouveau taux à la masse salariale déclarée dans le contrat initial est de :

- 69 381,71 euros HT pour la Ville (dont le Syndicat Mixte du Bourdary)
- 1 353,84 euros HT pour le CCAS.

La modification du marché entraîne donc une augmentation de 7,84 % du montant initial du marché

Le montant de la cotisation 2025 sera calculée après application du taux d'assiette 2026, non encore connu.

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver la revalorisation du taux A1 - demandé par le groupement Les assurances territoriales ASTER pour les cotisations applicables à partir de 2025.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Approuve** la revalorisation du taux A1 - demandé par le groupement Les assurances territoriales ASTER pour les cotisations applicables à partir de 2025,
- **Autorise** Monsieur le Maire, à signer la modification n°2 du lot 6 du marché d'assurance du Groupement de commande Ville d'Aubenas, Syndicat Mixte du Bourdary et CCAS.

19. Groupement de commandes du SDE 07 – Conventions de mandat pour la réalisation d'Audit énergétique

Vu la délibération n°11, du conseil municipal du 14 Mars 2024, ayant pour objet l'adhésion de la Ville d'Aubenas au groupement de Commandes du SDE07 en tant que membre, pour la réalisation d'audit énergétique et autorisation de signer les marchés et/ ou accords-cadres et marchés subséquents,

Vu le projet de convention pour la constitution d'un groupement de commande pour la réalisation d'un audit énergétique,

Considérant que, pour l'exécution du marché d'audit énergétique du groupement de Commande du SDE07, il est nécessaire de réaliser des conventions de mandat pour la réalisation de chaque audit énergétique avec le SDE07,

Il est proposé au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer les conventions de mandat prises en application de la convention pour la constitution d'un groupement de commande pour la réalisation d'un audit énergétique.

Guillaume Vermorel demande si cela ne concerne que les biens communaux.

André Loyet confirme que cela concerne bien uniquement les bâtiments de la ville. Il explique que si l'on sollicite une subvention aujourd'hui, un audit énergétique est demandé. Le SDE 07 propose de missionner des experts pour faire, à la demande de la ville, des audits énergétiques sur les bâtiments posant question ou pour y apporter des modifications.

Monsieur le Maire ajoute que l'audit énergétique thermographique avait été porté par la Communauté de Communes de l'époque.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Autorise** Monsieur le Maire à signer les conventions de mandat prises en application de la convention pour la constitution d'un groupement de commande pour la réalisation d'un audit énergétique.

A propos des 11 délibérations suivantes examinées en Commission d'Appels d'Offres du 12 septembre, André Loyet remercie les membres pour le travail accompli à l'occasion des différentes CAO. Il s'agit de clôturer les comptes des 14 lots du marché au niveau du château. Il explique que le bilan global de ces 11 délibérations est de 22 858,17 €.

Il souligne que le bilan global des 14 lots était à l'origine de 7 213 152,00 € et s'élève aujourd'hui à 7 364 754,00 €, soit une évolution de 2 % du montant de base des marchés et qui se serait à 1,45 % sans l'impact de la mise en liquidation de RT Events survenue en cours de chantier et qui a nécessité de reconsulter et de repartir avec un nouveau prestataire.

20. Marché de travaux pour le Château des Montlaur - Restauration intérieure et création d'un CAC - Lot n°1 GROS ŒUVRE - MACONNERIE – DESAMIANPAGE : modification n°10

Vu le Code de la Commande publique et notamment les articles R2194-1 à R2194-9 ;

Vu la délibération du 29 Juillet 2020, autorisant Monsieur le Maire à signer le marché de travaux pour la restauration intérieure et la création d'un CAC dans le château d'Aubenas ;

Vu la Commission d'Appel d'offre du 12 Septembre 2024, donnant un avis favorable concernant la modification n°10 du marché, lot 1 au marché de travaux pour le Château des Montlaur – Restauration intérieure et création d'un CAC – Lot n°1 GROS ŒUVRE - MACONNERIE – DESAMIANPAGE ;

Considérant qu'il convient d'autoriser Monsieur le Maire à signer la modification du marché n°10, fixant les prix définitifs des prestations déduites, et afin d'arrêter le décompte général définitif du marché. Le montant de la moins-value engendrée par la modification n°10 est de (-) 49 244,74 euros Hors Taxes. Ce montant porte le montant du lot affermi à 3 277 344,70 € Hors Taxes.

Entendu le rapport présenté par Monsieur André LOYET, 1^{er} Adjoint, délégué à l'Aménagement, domaines techniques, économie des entreprises,

André Constanzo informe les élus que, comme pour les délibérations précédentes concernant le marché de travaux pour la création d'un centre d'art contemporain et du patrimoine au sein du château, le groupe « Agir Ensemble » se prononcera contre les délibérations 20 à 30 incluse.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à la majorité (2 oppositions : André Constanzo, Alexandra Cauquil) :

- **Approuve** la modification n°10 du lot 1 au marché de travaux pour le Château des Montlaur – Restauration intérieure et création d'un CAC – Lot n°1 GROS ŒUVRE - MACONNERIE – DESAMIANPAGE,
- **Autorise** Monsieur le Maire à la signer.

21. Marché de travaux pour le Château des Montlaur – Restauration intérieure et création d'un CAC – Lot n°1 GROS ŒUVRE - MACONNERIE – DESAMIANPAGE : mémoire en réclamation indemnisation

Vu la délibération du 29 Juillet 2020, autorisant Monsieur le Maire à signer le marché de travaux pour la restauration intérieure et la création d'un CAC dans le château d'Aubenas ;
Vu l'article 55.1 de l'arrêté du 30 Mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux ;
Vu la Commission d'Appel d'offre du 12 Septembre 2024, donnant un avis favorable concernant l'indemnisation du titulaire du lot 1 au marché de travaux pour le Château des Montlaur – Restauration intérieure et création d'un CAC – Lot n°1 GROS ŒUVRE - MACONNERIE – DESAMIENTAGE,

Considérant que l'entreprise a transmis au maître d'œuvre le 31 juillet 2024, son projet de décompte final, comprenant un mémoire en réclamation,

Considérant que la maîtrise d'ouvrage et le titulaire du marché se sont mis d'accord pour retenir le montant de 54 475 euros HT au titre de l'indemnisation des prestations complémentaires effectuées par le titulaire du marché,

Considérant qu'il convient d'autoriser Monsieur le Maire à signer le décompte général du marché de travaux, Lot 1 GROS ŒUVRE - MACONNERIE – DESAMIENTAGE, comprenant l'indemnisation de l'entreprise,

Entendu le rapport présenté par Monsieur André LOYET, 1^{er} Adjoint, délégué à l'Aménagement, domaines techniques, économie des entreprises,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à la majorité (2 oppositions : André Constanzo, Alexandra Cauquil) :

- **Autorise** l'indemnisation de l'entreprise pour un montant de 54 475,00 euros HT au titre des prestations complémentaires effectuées dans le cadre du marché de travaux pour le Château des Montlaur – Restauration intérieure et création d'un CAC – Lot n°1 GROS ŒUVRE - MACONNERIE – DESAMIENTAGE,
- **Autorise** Monsieur le Maire à signer le décompte général et définitif du lot 1 au marché de travaux pour le Château des Montlaur – Restauration intérieure et création d'un CAC – Lot n°1 GROS ŒUVRE - MACONNERIE – DESAMIENTAGE.

22. Marché de travaux pour le Château des Montlaur – Restauration intérieure et création d'un CAC – Lot n°3 Plancher et charpentes bois : modification n°7

Vu le Code de la Commande publique et notamment les articles R2194-1 à R2194-9 ;
Vu la délibération du 29 Juillet 2020, autorisant Monsieur le Maire à signer le marché de travaux pour la restauration intérieure et la création d'un CAC dans le château d'Aubenas ;
Vu la Commission d'Appel d'offre du 12 Septembre 2024, donnant un avis favorable concernant la modification n°7 du marché, lot 3 au marché de travaux pour le Château des Montlaur – Restauration intérieure et création d'un CAC – Lot n°03 Plancher et charpentes bois ;

Considérant qu'il convient d'autoriser Monsieur le Maire à signer la modification du marché n°7, fixant les prix définitifs du bilan financier rectificatif, et afin d'arrêter le décompte général définitif du marché. Le montant de la plus-value engendrée par la modification n°7 est de + 12 412,86 euros Hors Taxes. Ce montant porte le montant du lot affermi à **218 929,00 €**

Entendu le rapport présenté par Monsieur André LOYET, 1^{er} Adjoint, délégué à l'Aménagement, domaines techniques, économie des entreprises,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à la majorité (2 oppositions : André Constanzo, Alexandra Cauquil) :

- **Approuve** la modification n°7 du lot 3 au marché de travaux pour le Château des Montlaur – Restauration intérieure et création d'un CAC – Lot n°03 Plancher et charpentes bois,
- **Autorise** Monsieur le Maire à la signer.

23. Marché de travaux pour le Château des Montlaur – Restauration intérieure et création d'un CAC – Lot n°4 SERRURERIE METALLERIE : modification n°9

Vu le Code de la Commande publique et notamment les articles R2194-1 à R2194-9,
Vu la délibération du 29 Juillet 2020, autorisant Monsieur le Maire à signer le marché de travaux pour la restauration intérieure et la création d'un CAC dans le château d'Aubenas,
Vu la Commission d'Appel d'offre du 12 Septembre 2024, donnant un avis favorable concernant la modification n°9 du lot 4 au marché de travaux pour le Château des Montlaur – Restauration intérieure et création d'un CAC – Lot n°4 SERRURERIE METALLERIE,

Considérant qu'il convient d'autoriser Monsieur le Maire à signer la modification du marché n°9, fixant les prix définitifs des prestations supplémentaires ou modificatives nécessaire au parfait achèvement des travaux, réalisés par le titulaire, et afin d'arrêter le décompte général définitif du marché.

Le montant total de la plus-value engendrée par la **modification n° 9 est de (+) 17 859,00 euros Hors Taxes. Ce montant porte le montant du lot affermi à 788 306,50 € Hors Taxes.**

Entendu le rapport présenté par Monsieur André LOYET, 1^{er} Adjoint, délégué à l'Aménagement, domaines techniques, économie des entreprises,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à la majorité (2 oppositions : André Constanzo, Alexandra Cauquil) :

- **Approuve** la modification de marché n°9 du lot 4 au marché de travaux pour le Château des Montlaur – Restauration intérieure et création d'un CAC – Lot n°4 SERRURERIE METALLERIE,
- **Autorise** Monsieur le Maire à la signer.

24. Marché de travaux pour le Château des Montlaur – Restauration intérieure et création d'un CAC – Lot n°5 Menuiserie restauration : modification n°4

Vu le Code de la Commande publique et notamment les articles R2194-1 à R2194-9 ;
Vu la délibération du 29 Juillet 2020, autorisant Monsieur le Maire à signer le marché de travaux pour la restauration intérieure et la création d'un CAC dans le château d'Aubenas ;
Vu la Commission d'Appel d'offre du 12 Septembre 2024, donnant un avis favorable concernant la modification n°4 au marché de travaux pour le Château des Montlaur – Restauration intérieure et création d'un CAC – Lot n°5 Menuiserie restauration (Ateliers SUD France – 83000 TOULON) ;

Considérant qu'il convient d'autoriser Monsieur le Maire à signer la modification du marché n°5, fixant les prix définitifs des prestations supplémentaires ou modificatives nécessaire au parfait achèvement des travaux, réalisés par le titulaire, et afin d'arrêter le décompte général définitif du marché. Le montant de la plus-value engendrée par la modification n° 4 est **de (+) 980 euros Hors Taxes. Ce montant porte le montant du lot affermi à 269 454,85 € Hors Taxes.**

Entendu le rapport présenté par Monsieur André LOYET, 1^{er} Adjoint, délégué à l'Aménagement, domaines techniques, économie des entreprises,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à la majorité (2 oppositions : André Constanzo, Alexandra Cauquil) :

- **Approuve** la modification de marché n°4 du lot 5 au marché de travaux pour le Château des Montlaur – Restauration intérieure et création d'un CAC – Lot n°5 Menuiserie restauration,
- **Autorise** Monsieur le Maire à la signer.

25. Marché de travaux pour le Château des Montlaur – Restauration intérieure et création d'un CAC – Lot n°6 MENUISERIE AMENAGEMENT : modification n°7

Vu le Code de la Commande publique et notamment les articles R2194-1 à R2194-9 ;
Vu la délibération du 29 Juillet 2020, autorisant Monsieur le Maire à signer le marché de travaux pour la restauration intérieure et la création d'un CAC dans le château d'Aubenas ;
Vu la Commission d'Appel d'offre du 12 Septembre 2024, donnant un avis favorable concernant la modification n°7 du lot 6 au marché de travaux pour le Château des Montlaur – Restauration intérieure et création d'un CAC – Lot n°6 MENUISERIE AMENAGEMENT (Entreprise RANCHON). Le montant de la plus-value engendrée par la **modification n° 7 est de (+) 1 531,00 euros Hors Taxes. Ce montant porte le montant du lot affermi à 89 767,80 € Hors Taxes ;**

Considérant qu'il convient d'autoriser Monsieur le Maire à signer la modification du marché n°7, fixant les prix définitifs des prestations supplémentaires ou modificatives nécessaire au parfait achèvement des travaux, réalisés par le titulaire, et afin d'arrêter le décompte général définitif du marché,

Entendu le rapport présenté par Monsieur André LOYET, 1^{er} Adjoint, délégué à l'Aménagement, domaines techniques, économie des entreprises,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à la majorité (2 oppositions : André Constanzo, Alexandra Cauquil) :

- **Approuve** la modification de marché n°7 du lot 6 au marché de travaux pour le Château des Montlaur – Restauration intérieure et création d'un CAC – Lot n°6 MENUISERIE AMENAGEMENT,
- **Autorise** Monsieur le Maire à la signer.

26. Marché de travaux pour le Château des Montlaur – Restauration intérieure et création d'un CAC – Lot n°7 PLATRERIE PEINTURE : modification n°5

Vu le Code de la Commande publique et notamment les articles R2194-1 à R2194-9,
Vu la délibération du 29 Juillet 2020, autorisant Monsieur le Maire à signer le marché de travaux pour la restauration intérieure et la création d'un CAC dans le château d'Aubenas,
Vu la Commission d'Appel d'offre du 12 Septembre 2024, donnant un avis favorable concernant la modification n°5 du lot 7 au marché de travaux pour le Château des Montlaur – Restauration intérieure et création d'un CAC – Lot n°7 PLATRERIE PEINTURE,

Considérant qu'il convient d'autoriser Monsieur le Maire à signer la modification du marché n°5, fixant les prix définitifs des prestations supplémentaires ou modificatives nécessaire au parfait achèvement des travaux réalisés par le titulaire, et afin d'arrêter le décompte général

définitif du marché. Le montant de la plus-value engendrée par la **modification n° 5 est de (+) 12 091,35 euros Hors Taxes. Ce montant porte le montant du lot affermi à 230 482,45 € Hors Taxes.**

Entendu le rapport présenté par Monsieur André LOYET, 1^{er} Adjoint, délégué à l'Aménagement, domaines techniques, économie des entreprises,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à la majorité (2 oppositions : André Constanzo, Alexandra Cauquil) :

- **Approuve** la modification de marché n°5 du lot 7 au marché de travaux pour le Château des Montlaur – Restauration intérieure et création d'un CAC – Lot n°7 PLATRIERIE PEINTURE,
- **Autorise** Monsieur le Maire à la signer.

27. Marché de travaux pour le Château des Montlaur – Restauration intérieure et création d'un CAC – Lot n°11 ELECTRICITE – COURANTS FORTS – COURANTS FAIBLES : modification n°6

Vu le Code de la Commande publique et notamment les articles R2194-1 à R2194-9 ;
Vu la délibération du 29 Juillet 2020, autorisant Monsieur le Maire à signer le marché de travaux pour la restauration intérieure et la création d'un CAC dans le château d'Aubenas ;
Vu la Commission d'Appel d'offre du 12 Septembre 2024, donnant un avis favorable concernant la modification n°6 du lot 11 au marché de travaux pour le Château des Montlaur – Restauration intérieure et création d'un CAC – Lot n°11 ELECTRICITE – COURANTS FORTS – COURANTS FAIBLES ;

Considérant qu'il convient d'autoriser Monsieur le Maire à signer la modification du marché n°6, fixant les prix définitifs des prestations supplémentaires ou modificatives nécessaire au parfait achèvement des travaux, réalisés par le titulaire, et afin d'arrêter le décompte général définitif du marché. Le montant de la plus-value engendrée par la **modification n° 6 est de (+) 37 938,84 euros Hors Taxes. Ce montant porte le montant du lot affermi à 650 282,23 € Hors Taxes,**

Entendu le rapport présenté par Monsieur André LOYET, 1^{er} Adjoint, délégué à l'Aménagement, domaines techniques, économie des entreprises,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à la majorité (2 oppositions : André Constanzo, Alexandra Cauquil) :

- **Approuve** la modification de marché n°6 du lot 11 au marché de travaux pour le Château des Montlaur – Restauration intérieure et création d'un CAC – Lot n°11 ELECTRICITE – COURANTS FORTS – COURANTS FAIBLES,
- **Autorise** Monsieur le Maire à la signer.

28. Marché de travaux pour le Château des Montlaur – Restauration intérieure et création d'un CAC – Lot n°12 Chauffage, Ventilation, Climatisation, Plomberie, Sanitaire : modification n°2

Vu le Code de la Commande publique et notamment les articles R2194-1 à R2194-9 ;
Vu la délibération du 29 Juillet 2020, autorisant Monsieur le Maire à signer le marché de travaux pour la restauration intérieure et la création d'un CAC dans le château d'Aubenas ;
Vu la Commission d'Appel d'offre du 12 Septembre 2024, donnant un avis favorable concernant la modification n°2 du lot 12 au marché de travaux pour le Château des Montlaur

– Restauration intérieure et création d'un CAC – Lot n°12 Chauffage, Ventilation, Climatisation, Plomberie, Sanitaire ;

Considérant qu'il convient d'autoriser Monsieur le Maire à signer la modification du marché n°2, fixant les prix définitifs des prestations supplémentaires ou modificatives nécessaire au parfait achèvement des travaux, réalisés par le titulaire, et afin d'arrêter le décompte général définitif du marché. Le montant de la plus-value engendrée par la **modification n° 2 est de (+) 359,86 euros Hors Taxes. Ce montant porte le montant du lot affermi à 687 441,46 € Hors Taxes.**

Entendu le rapport présenté par Monsieur André LOYET, 1^{er} Adjoint, délégué à l'Aménagement, domaines techniques, économie des entreprises,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à la majorité (2 oppositions : André Constanzo, Alexandra Cauquil) :

- **Approuve** la modification de marché n° n°2 du lot 12 au marché de travaux pour le Château des Montlaur – Restauration intérieure et création d'un CAC – Lot n°12 Chauffage, Ventilation, Climatisation, Plomberie, Sanitaire,
- **Autorise** Monsieur le Maire à la signer.

29. Marché de travaux pour le Château des Montlaur – Restauration intérieure et création d'un CAC – Lot n°14 : Equipement scénographique - agencement - cimaises – serrurerie : modification n°3

Vu le Code de la Commande publique et notamment les articles R2194-1 à R2194-9 ;

Vu la délibération du 29 Juillet 2020, autorisant Monsieur le Maire à signer le marché de travaux pour la restauration intérieure et la création d'un CAC dans le château d'Aubenas ;

Vu la Commission d'Appel d'offre du 12 Septembre 2024, donnant un avis favorable concernant la modification n°3 du lot 14 au marché de travaux pour le Château des Montlaur – Restauration intérieure et création d'un CAC – Lot n°14 : Equipement scénographique - agencement - cimaises – serrurerie ;

Considérant qu'il convient d'autoriser Monsieur le Maire à signer la modification du marché n°3, fixant les prix définitifs des prestations supplémentaires ou modificatives nécessaire au parfait achèvement des travaux, réalisés par le titulaire, et afin d'arrêter le décompte général définitif du marché. Le montant de la moins-value engendrée par la **modification n° 3 est de (-) 91 945,00 euros Hors Taxes. Ce montant porte le montant du lot affermi à 149 920,00 € Hors Taxes,**

Entendu le rapport présenté par Monsieur André LOYET, 1^{er} Adjoint, délégué à l'Aménagement, domaines techniques, économie des entreprises,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à la majorité (2 oppositions : André Constanzo, Alexandra Cauquil) :

- **Approuve** la modification de marché n°3 du lot 14 au marché de travaux pour le Château des Montlaur – Restauration intérieure et création d'un CAC – Lot n°14 : Equipement scénographique - agencement - cimaises – serrurerie,
- **Autorise** Monsieur le Maire à la signer.

30. Marché de travaux pour le Château des Montlaur – Restauration intérieure et création d'un CAC – Lot n°14 Equipement scénographique - agencement - cimaises – serrurerie : mémoire en réclamation indemnisation

Vu la délibération du 29 Juillet 2020, autorisant Monsieur le Maire à signer le marché de travaux pour la restauration intérieure et la création d'un CAC dans le château d'Aubenas ;
Vu l'article 55.1 de l'arrêté du 30 Mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux ;
Vu la Commission d'Appel d'offre du 12 Septembre 2024, donnant un avis positif concernant l'indemnisation du titulaire du Lot n°14 : Equipement scénographique - agencement - cimaises – serrurerie ;

Considérant que l'entreprise a transmis au maître d'œuvre le 29 avril 2024, son projet de décompte final, comprenant un mémoire en réclamation, sollicitant le versement d'une indemnité compensatrice du fait de la diminution importante du montant du marché.

Considérant que la maîtrise d'ouvrage et le titulaire du marché se sont mis d'accord pour retenir le montant de 25 000 euros HT au titre de l'indemnisation du préjudice subi par la Société du fait de la diminution du montant du marché,

Considérant qu'il convient d'autoriser Monsieur le Maire à signer le décompte général du marché de travaux, lot n°14 : Equipement scénographique - agencement - cimaises – serrurerie,

Entendu le rapport présenté par Monsieur André LOYET, 1^{er} Adjoint, délégué à l'Aménagement, domaines techniques, économie des entreprises,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à la majorité (2 oppositions : André Constanzo, Alexandra Cauquil) :

- **Autorise** l'indemnisation de l'entreprise pour un montant de 25 000,00 euros HT au titre du préjudice subi du fait de la diminution marché de travaux pour le Château des Montlaur – Restauration intérieure et création d'un CAC – Lot n°14 : Equipement scénographique - agencement - cimaises – serrurerie,
- **Autorise** Monsieur le Maire à signer le décompte général et définitif du lot n°14 : Equipement scénographique - agencement - cimaises – serrurerie.

Guillaume Vermorel, membre de la CAO, au-delà de la qualité technique des entreprises et des artisans qui sont venus travailler, souligne la qualité du suivi qui a permis de contenir les prix, de même que le travail exemplaire des équipes communales et d'André Loyet qui a su faire comprendre le déroulement de ce chantier.

D'autre part, il demande si une salle sera dédiée au patrimoine local.

André Loyet remercie l' élu pour ses commentaires qu'il ne manquera pas de transmettre aux équipes de la mairie et remercie à nouveau les membres de la CAO pour leur travail de qualité.

Khalid ESSAYAR rejoint l' élu concernant le travail des équipes municipales. Il précise que toutes les plus-values sont dues aux oublis des architectes. Le chantier s'est bien déroulé, mais lors de la commission de sécurité, il y a eu des surprises qui ont engendrées des modifications pour que l'ERP reçoive un avis favorable de la commission de sécurité.

André Loyet explique qu'entre les dossiers présentés et les visites préalables, il y a eu un certain nombre d'éléments évolutifs pour lesquels il n'a pas été pris de risque, ce qui est compréhensible. Ces quelques modifications ont donc été réalisées.

En ce qui concerne le patrimoine, Monsieur le Maire, informe les élus qu'il était en effet question qu'il y ait un espace réservé pour le patrimoine. Il explique qu'après l'ouverture, il y a

encore des améliorations à apporter, encore des votes à faire concernant des tarifications ou des événements.

Monsieur le Maire tient à son tour à remercier toutes les CAO qui ont œuvré pendant ces longues années.

31. TRAVAUX DE DESIMPERMEABILISATION ET DE VEGETALISATION DES COURS D'ÉCOLES : demande de financement à l'Etat dans le cadre du Fonds Vert pour la rénovation de bâtiments éducatifs

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Considérant que les cours d'école de la Ville d'Aubenas sont très minérales, et donc peu propices au bien-être des enfants et à lutte contre les îlots de chaleur.

Considérant que la désimperméabilisation et la végétalisation des cours d'écoles permet de répondre à des enjeux environnementaux, climatiques, éducatifs et sociaux.

Considérant que ces aménagements favorisent non seulement la gestion durable des eaux pluviales et la biodiversité, mais aussi le bien-être des enfants, leur éducation à l'environnement, et l'amélioration du cadre de vie scolaire et qu'ils s'inscrivent dans la politique globale de transition écologique et de développement durable de la commune

Considérant que l'école de Beausoleil fait partie des 3 territoires d'expérimentation pressentis par le Groupe de Travail Végétalisation Ardéchois

Trois cours d'écoles seraient concernées par le projet :

- L'école primaire les Oliviers (Boulevard de l'Europe) avec une cour de 1 500 m² ;
- L'école maternelle et élémentaire Beausoleil (Rue Georges Couderc) avec une cour de 2 600 m² pour l'école élémentaire et 400 m² pour l'école maternelle ;
- L'école primaire St Pierre (Chemin des écoles) avec une cour de 1 700 m².

La réalisation de ce projet de désimperméabilisation et végétalisation serait programmée sur 4 ans, suivant les phases décrites ci-dessous :

- Une première phase, initiée à partir de 2024 et correspondant au lancement des études de Maîtrise d'œuvre pour les missions d'études Préalables et Avant-Projet (AVP) de l'ensemble des écoles, ainsi que les missions projet et assistance à la passation du contrat de travaux (ACT) pour l'école des Oliviers. Elle comprendrait également la mise en place des marchés de travaux pour l'école des Oliviers qui seraient réalisés courant 2025 ;
- Une seconde phase, correspondant à la poursuite des études et consultations de travaux pour l'école de Beausoleil (2025) pour une réalisation des travaux en 2026 ;
- Une troisième phase, correspondant à la poursuite des études et consultations de travaux pour l'école de Saint Pierre (2026) pour une réalisation des travaux en 2027.

Pour l'ensemble des cours d'écoles ; le montant estimatif de la mission de maîtrise d'œuvre est estimé à 66 836,00 € HT.

Le montant estimatif des travaux serait de 744 000,00 € HT.

Le montant global de l'opération s'élève à 810 836,00 € HT.

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que le projet est éligible à l'aide du **Fonds Vert** : Renaturation des Villes et des villages Edition 2024.

Cette aide couvre à la fois les missions de maîtrise d'œuvre et les travaux selon le plan de financement prévisionnel annexé à la présente délibération.

Il est proposé de solliciter une subvention auprès de l'Etat au titre du programme Fonds vert : Renaturation des Villes et des villages Edition 2024, à hauteur de 60% des dépenses HT pour les missions de maîtrise d'œuvre et les travaux pour un montant de 490 101,60 € HT.

Monsieur le Maire ajoute que la ville est susceptible d'obtenir des subventions soit de l'agence de l'eau, soit de l'agence de Bassin Versant, ce qui permettrait d'atteindre 80 % de subventions.

Guillaume Vermorel félicite la ville pour les travaux de désimperméabilisation des cours d'écoles et indique qu'il ne manque plus qu'à planter des arbres fruitiers ou plantes comestibles pour que les enfants puissent goûter in situ ce qu'il y a autour d'eux.

Guillaume Vermorel estime que les 6 000 m² à dégoudronner reviennent à 130 €/m² et que cela est peut-être plus cher que le goudronnage : il souhaite lancer à nouveau une alerte à ce sujet auprès de la Communauté de Communes, du Département ou encore de la Région. Il donne en exemple la bande cyclable le long de la RN 102, devant la station Totale, où il a encore été mis de l'enrober noir et précise que « rouler sur ces bitumes en plein soleil est une horreur ».

André Loyet précise que le coût au m² ne comprend pas uniquement le dégoudronnage mais aussi la végétalisation. Il approuve la remarque de Monsieur Vermorel et confirme que même s'il y a des zones goudronnées, elles ne le seront pas avec du goudron noir et seront réalisées avec des matériaux imperméables et autres adaptés à la température.

Eliette Roche rappelle qu'à une époque où la question du climat n'était pas d'actualité, les cours goudronnées avaient été demandées par les parents.

Monsieur le Maire souligne, concernant les pistes cyclables de la RN 102, c'est l'Etat qui est maître d'ouvrage.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Approuve** le projet de désimperméabilisation et végétalisation des cours d'écoles ;
- **Approuve** le plan de financement annexé à la présente délibération ;
- **Sollicite** une subvention de 490 101,60 € auprès de l'Etat, correspondant à 60% du montant du projet ;
- **Autorise** Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

POLE DEVELOPPEMENT URBAIN

32. Acquisition foncière en vue de l'élargissement du chemin du Moulon Inférieur

Vu l'article L.2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'article L.1111-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 10 avril 2024 autorisant la commune d'Aubenas à acquérir du terrain à la SCI GINHOUX LA PLAINE en vue d'élargir le chemin du Pialon, pour permettre la desserte de la ZA du Pialon et l'installation d'une station hydrogène dans cette même zone ;

Considérant les contraintes de circulation (entrées/sorties) des camions pour accéder à la future station hydrogène, obligeant à organiser un circuit avec une entrée par le chemin du Moulon Inférieur et une sortie par le chemin du Pialon,

Considérant que le chemin du Moulon Inférieur doit être élargi en raison du gabarit des véhicules qui vont ravitailler la station, il y a lieu d'acquérir une partie de la parcelle cadastrée section B numéro 386, portant le total de l'acquisition par la commune le long de la parcelle B 386 à 191 m² (dont 113 m² le long du chemin du Moulon inférieur),

Considérant que le représentant de la SCI GINHOUX LA PLAINE a donné son accord sur le principe de la cession gratuite et que la Commune prendra à sa charge les frais relatifs au document d'arpentage et ceux liés à la rédaction de l'acte notarié,

Par conséquent, en complément de la délibération du 10 avril 2024 autorisant la commune d'Aubenas à acquérir le terrain à la SCI GINHOUX LA PLAINE nécessaire à l'élargissement le chemin du Pialon, il est proposé au Conseil Municipal d'approuver l'acquisition du terrain nécessaire à l'élargissement du Chemin du Moulon Inférieur pour une surface d'environ 113 m². Ceci porterait alors l'acquisition foncière à environ 304 m² pour l'élargissement des 2 chemins jusqu'à l'entrée de la future station hydrogène qui seront à prendre sur l'actuelle parcelle cadastrée section B n°386 et cela aux conditions énoncées plus haut.

André Constanzo, demande si la ville a des nouvelles de l'autorisation préfectorale de création de la station de distribution hydrogène.

Jacky Soubeyrand répond que le dossier a été déposé, que l'accusé de réception a été reçu et qu'il n'y a pas de nouvelle à sa connaissance. Il se renseignera sur la question et ce sujet sera abordé lors de la prochaine commission.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Approuve** cette acquisition aux conditions énoncées plus haut,
- **Indique** que la valeur du terrain étant inférieure à 180.000 €, l'avis de la direction départementale des finances publiques (Domaine) n'est pas requis,
- **Autorise** Monsieur le Maire à signer tous actes nécessaires à cette cession.

33. Acquisition d'un ensemble immobilier appartenant à l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires

Vu les articles L.2241-1 et suivants et R.2241-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'article L.1111-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;

Vu les délibérations du Conseil Municipal suivantes :

- N° 21 du 21 décembre 2017 approuvant la convention de partenariat et de cofinancement pour la création d'un pôle d'artisanat d'art dans le bâtiment de l'Hôtel Goudard Ruelle,
- N°32 du 20 décembre 2018 approuvant l'avenant n°1 à la convention,
- N°36 du 24 juin 2019 approuvant l'avenant n°2 à la convention partenariale avec EPARECA et la CCBA,
- N°24 du 26 septembre 2019 portant sur la cession des locaux de l'ancien Hôtel Goudard Ruelle à EPARECA,
- N°50 du 18 décembre 2019 approuvant la cession de l'Hôtel Goudard Ruelle à l'EPARECA en vue de la création du Pôle d'Artisanat d'Art – Modification de la délibération du 26 septembre 2019,

- N°33 du 10 juin 2021 approuvant la cession d'appartements à l'ANCT dans le cadre de la création du Pôle d'Artisanat d'Art
- N°55 du 22 juin 2023 approuvant l'avenant n°3 de la convention de partenariat et de cofinancement pour la création du Pôle d'Artisanat d'Art,

Vu l'avis de Directeur départemental des Services Fiscaux en date du 16/09/2024, pour une demande d'évaluation déposée le 11 juillet 2024,

Considérant que les travaux effectués par l'ANCT et devant mener à la réhabilitation de l'ensemble immobilier de l'Hôtel particulier Goudard Ruelle sont terminés, la dernière étape consiste en l'acquisition, par la commune, des locaux réhabilités,

Considérant l'ensemble immobilier composé des éléments suivants :

- Parcelle cadastrée F 925, volume n°2 (comprenant les volumes 2.1 et 2.2)
- Parcelle cadastrée F 926, volume n°1 (comprenant les volumes 1.1 et 1.2, 1.3 et 1.4)
- Parcelle cadastrée F 1032, lots n°1, 2, 3, 4, 10 et 11
- Parcelle cadastrée F 1033,
- Ainsi que les droits relatifs à la cour sur F 1036

Et constitué d'une boutique partagée, de bureaux, de salons d'exposition, d'ateliers pour les artisans d'art, d'une salle de réunion, de caves,

Considérant le montant de l'acquisition qui s'élève à 996 995 € HT, soit 1 196 394 € TTC, tel que prévu dans la convention de partenariat, et que les frais de notaire seront à la charge de la commune,

Considérant le plan de financement suivant pour procéder à cette acquisition :

Dépenses		Recettes	
Acquisitions foncières	996 995	Subvention du département de l'Ardèche (16.5%)	199 399
Estimation des frais notariés	16 000	Aide remboursable CCBA : part TVA	199 399
TVA	199 399	Autofinancement du rachat par la commune (67%)	813 596
TOTAL	1 212 394 €TTC		1 212 394 €TTC

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver l'acquisition des locaux suivants :

- Parcelle cadastrée F 925, volume n°2 (comprenant les volumes 2.1 et 2.2)
- Parcelle cadastrée F 926, volume n°1 (comprenant les volumes 1.1 et 1.2, 1.3 et 1.4)
- Parcelle cadastrée F 1032, lots n°1, 2, 3, 4, 10 et 11
- Parcelle cadastrée F 1033
- Ainsi que les droits relatifs à la cour sur F 1036

au prix de 996 995 € HT, soit 1 196 394 € TTC.

Cloé Simon demande de faire un rappel historique de ce projet et du rôle de l'ANCT.

Jacky Soubeyrand explique :

L'Hôtel Goudard Ruelle, le 18A - Maison des Métiers d'Art et de la Création vient de bénéficier de travaux de rénovation et de requalification.

L'Hôtel Goudard Ruelle est inscrit aux Monuments historiques pour sa façade, son escalier/sa rampe, son pigeonnier. Il a été construit en 1753 via une concession donnée par la ville à Monsieur Goudard à l'emplacement de la Tour Carrée et des anciens remparts.

Concernant le foncier : le bâtiment a été démembré dans les années 1960. Ne subsistaient en 2015, lors du démarrage du projet dans la propriété foncière de la ville, que les bâtiments de l'ancienne bibliothèque, le commerce (La Sommellerie) et le foyer des anciens.

Le bâtiment nécessitait des travaux de rénovation lourds (notamment la toiture) et urgents. Par ailleurs, la cour partagée en multipropriété était systématiquement utilisée par des véhicules.

Une étape complexe a donc été la négociation voire la préemption (dans le cas du petit appartement) avec les propriétaires pour remembrer une grande partie du site. 4 achats ont été nécessaires pour assurer plus de cohérence et d'envergure au projet.

Le portage a été fait par EPARECA devenu aujourd'hui ANCT (Agence Nationale de Cohésion des Territoires).

Vu le nécessaire remembrement, le portage foncier (immobilisation foncière et donc financière), la complexité des travaux, la longueur du projet (premiers contacts en juin 2015), l'ingénierie technique et financière...l'intervention d'un établissement foncier était une des conditions pré-requises pour la réalisation de l'opération.

A propos des recettes de la CCBA indiquées sur le plan de financement, Benoit Perrusset demande s'il s'agit d'une avance remboursable et dans ce cas il faudra la rembourser ou s'il s'agit d'une recette pleine et entière de la communauté.

Jacky Soubeyrand précise qu'il s'agit d'une avance de trésorerie le temps que la ville récupère le FCTVA qui sera perçu beaucoup plus tard, ce qui permet d'acquérir immédiatement le bâtiment.

D'autre part, compte-tenu de l'espace (boutique, bureaux, salons, etc...), Benoit Perrusset s'interroge quant à la Micro-Folie.

Pascal Gaillard explique que l'espace est prêt à accueillir les Micro-Folies et que l'arrivée est prévue courant octobre.

Monsieur le Maire ajoute qu'une inauguration officielle aura lieu en présence du DRAC qui est à l'origine de cette initiative.

Isabelle NGUYEN demande si la commune sera en copropriété avec des tiers.

Monsieur le Maire confirme cette information puisqu'il restera un appartement, mais la ville possédera 80 ou 85 % de l'ensemble ; elle sera donc largement majoritaire.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Approuve** cette acquisition aux conditions énoncées plus haut,
- **Délibère au vu** de l'avis du Directeur départemental des finances publiques,
- **Autorise** Monsieur le Maire à signer tous actes nécessaires à cette cession,
- **Précise** que les montants correspondants seront inscrits à la décision modificative au prochain conseil municipal.

34. Constitution d'une servitude de passage de réseaux eau potable, assainissement et eaux pluviales en tréfonds des parcelles D 2508 et 2847

Vu l'article L.2122-21 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'article L.1111-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;

Considérant l'implantation des réseaux eau potable, assainissement, et eaux pluviales lors de la construction du lotissement « Les Lavandes » dans les années 80, en tréfonds des parcelles cadastrées section D numéros 2508 et 2847,

Considérant le projet de construction de la SCI ALM, représentée par M. Cayreyre afin de réhabiliter et d'agrandir le site occupé par la société Gédimat dans la Zone d'Activités Economiques de Ripotier,

Considérant qu'il y a lieu de protéger ces réseaux publics consistant en :

- Une canalisation de fonte 100 pour l'eau potable,
- Une canalisation PVC 315 pour l'eau pluviale
- Une canalisation PVC 200 pour le collecteur d'assainissement,

le tout alimentant le lotissement « Les Lavandes ».

Considérant que les frais de régularisation de la servitude seront à la charge de la commune, partagés au tiers entre les budgets eau / assainissement / budget principal,

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver la constitution d'une servitude de passage pour chacun de ces trois réseaux sur une bande de 3 m sur la limite nord de la parcelle.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Autorise** la constitution d'une servitude de passage des réseaux eaux potable, eaux pluviales et assainissement dans les parcelles cadastrées D, numéros 2508 et 2847,
- **Fixe** les frais à la charge de la commune, à partager entre les budgets eau / assainissement / budget principal,
- **Autorise** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous actes aux effets des présentes.

35. Echange de terrain Boulevard Maréchal Leclerc

Vu les articles L.2241-1 et suivants et R.2241-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu les articles L.1111-1 et R.3211-1 et suivants du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;

Vu l'article R.3222-3 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;

Vu la délibération du 23 mai 2014 par laquelle le conseil municipal a approuvé la désaffectation et le déclassement de la partie cédée (soit 2 m²) ;

Vu l'avis du Domaine en date du 28/06/2024 ;

Considérant que lors de la création du boulevard Maréchal Leclerc dans les années 80 au droit de la parcelle appartenant aujourd'hui à Mme Martine Dugauquier, les rétrocessions foncières n'ont pas été réalisées,

Considérant qu'il y a lieu de procéder à l'échange de terrain, consistant d'une part en l'acquisition par la commune d'une partie de la parcelle cadastrée section B numéro 1599

représentant environ 50 m², sous réserve d'arpentage, et d'autre part en la cession d'un délaissé de voirie de 2 m²,

Considérant que Madame Dugauquier a donné son accord sur le principe de la cession, sans soulte, les frais relatifs et à l'arpentage et à la rédaction de l'acte étant à la charge de la commune,

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver l'échange de terrains entre une surface d'environ 50 m² appartenant à Mme Dugauquier à prendre dans la parcelle B 1599 et une surface approximative de 2 m² cédée par la commune, déclassée du domaine public afin de régulariser l'emprise du Boulevard Marchal Leclerc.

Le Conseil Municipal, après avoir délibéré à la majorité (André Constanzo ne prenant pas part au vote) :

- **Approuve** l'échange d'une partie de la parcelle B 1599 correspondant à environ 50 m² sous réserve d'arpentage, contre environ 2 m² cédé par la commune, sans soulte,
- **Délibère** au vu de l'avis du Directeur Départemental des Finances Publiques,
- **Autorise** Monsieur le Maire à signer tous actes nécessaires à cet échange.

36. Régularisation de l'emprise de l'Avenue de Bellande - Acquisition de terrain

Vu l'article L.2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'article L.1111-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;

Considérant que l'emprise de l'avenue de Bellande empiète sur la parcelle cadastrée section B, numéro 1551 appartenant à M. François Duvert,

Considérant l'emplacement réservé V38 au Plan Local d'Urbanisme de la ville d'Aubenas, dont l'objet est l'élargissement de l'avenue de Bellande,

Considérant que M. Duvert a donné son accord sur un prix d'acquisition de 10 € du m², la commune prenant à sa charge les frais relatifs à l'arpentage et à l'établissement de l'acte notarié,

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver l'acquisition d'environ 225 m², sous réserve d'arpentage, à prendre dans la parcelle cadastrée section B, numéro 1551, en vue de régulariser l'emprise de l'avenue de Bellande.

Le Conseil Municipal, après avoir délibéré à l'unanimité :

- **Approuve** l'acquisition d'une partie de la parcelle B 1551 correspondant à environ 225 m² sous réserve d'arpentage, au prix de 10 € le mètre carré,
- **Indique** que la valeur du terrain étant inférieure à 180.000 €, l'avis du Directeur Départemental des Finances Publiques (Domaine) n'est pas requis,
- **Autorise** Monsieur le Maire à signer tous actes nécessaires à cette cession.

37. Dépôt d'une demande de permis de construire et d'une autorisation de travaux en vue du réaménagement et de l'extension des abattoirs d'Aubenas

Vu l'article R421-14 du code de l'urbanisme qui dispose que sont soumis à permis de construire les travaux exécutés sur des constructions existantes ayant pour effet la création d'une surface de plancher ou d'une emprise au sol supérieure à vingt mètres carrés ;

Vu l'article L425-3 du code de l'urbanisme qui dispose que « Lorsque le projet porte sur un établissement recevant du public, le permis de construire tient lieu de l'autorisation prévue par l'article L122-3 du code de la construction et de l'habitation » ;

Vu l'article L122-3 du code de la construction et de l'habitation qui dispose que « les travaux qui conduisent à la création, l'aménagement ou la modification d'un établissement recevant du public ne peuvent être exécutés qu'après autorisation délivrée par l'autorité administrative, qui vérifie leur conformité aux règles d'accessibilité (...) et, lorsque l'effectif du public et la nature de l'établissement le justifient, leur conformité aux règles de sécurité contre l'incendie (...) » ;

Considérant qu'afin de répondre aux exigences des services vétérinaires, une redistribution des espaces existants au sein des bureaux des abattoirs et une extension sont nécessaires,

Considérant que la surface totale à réaménager représente environ 150 m²,

Considérant que ces réaménagements portent sur la création de vestiaires et de bureaux pour les agents des abattoirs ainsi qu'un hall d'accueil et des toilettes accessibles au public,

Considérant qu'une extension sera également réalisée consistant en la création d'un volume simple en RDC comprenant la salle du personnel de 40m² et une terrasse partiellement abritée.

Il est proposé au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire à procéder aux formalités administratives en vue de l'aménagement et de l'extension des abattoirs.

Guillaume Vermorel suggère la mise en place de panneaux solaires si les 150 m² sont exposés au sud.

André Loyet explique que cela ne sera pas forcément possible car il s'agit d'une extension et d'un réaménagement du bâtiment, avec certains effets de masque provenant des matériels situés sur la toiture du bâtiment existant, mais que la faisabilité sera néanmoins examinée lors de la réalisation des études d'exécution.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Autorise** Monsieur le Maire ou son représentant à déposer et signer l'ensemble des pièces constitutives de la demande de Permis de construire (PC) et de l'Autorisation de Travaux (AT) pour le réaménagement et l'extension des abattoirs de la Ville d'Aubenas, situés sur les parcelles cadastrée section D n° 3337, 3340, 3343, 1495, 1496, 4449 et situés 38 Chemin de la Source.
- **Autorise** Monsieur le Maire à réaliser toutes formalités et à signer tous documents nécessaires à la réalisation de la présente.

38. Subventions aux particuliers pour la réfection de façades dans les quartiers historiques : réaffectation des dépenses

Vu la délibération n°33 du 20 décembre 2018 instaurant un nouveau règlement municipal d'attribution des aides pour la rénovation des façades des immeubles anciens du cœur de ville,
Vu les délibérations n°52 du 18 décembre 2019 et n°45 du 17 Mars 2022, approuvant respectivement les avenants n°1 et n°2 au règlement municipal d'attribution des aides pour la rénovation des façades des immeubles anciens du cœur de ville,

Vu la délibération n°19 du 10 avril 2024 approuvant l'affectation des dépenses allouées aux propriétaires privés dans le cadre de l'opération façade et de l'opération « Le Cœur de Ville fait peau neuve » pour l'année budgétaire 2024 ;

Considérant qu'il est nécessaire d'inscrire nominativement les nouvelles demandes dans le tableau d'affectation des subventions façades et d'en ajuster le montant des provisions en conséquence,

Considérant que depuis le mois d'Avril 2024, 3 nouvelles demandes de subventions ont été formulées par des propriétaires privés et qu'elles ont été examinées par les membres de la commission d'urbanisme qui y ont données un avis favorable,

Les 3 nouvelles demandes formulées et validées sont les suivantes :

- **M MAURIN Denis**, pour l'ensemble des façades d'un immeuble situé au 22 route de Vals,
- **LA REGIE DELAS**, représentant le syndic des copropriétaires de l'immeuble du 9 rue Jean Jaurès pour la réfection de la façade donnant côté rue,
- **David Magnier**, représentant **SOLIHA BLI AURA**, pour la réfection des façades de l'immeuble situé 70, faubourg Jean Mathon.

Pour l'heure, cela porte à 12, le nombre de conventions signées avec des propriétaires privés en 2024, représentant alors un total de 29 façades.

Ainsi le nouveau tableau d'affectation des subventions proposé au vote du Conseil Municipal est le suivant :

SUBVENTIONS OPERATION FACADES	Adresses	Montants prévisionnels
2024-01 : Philippe AUZAS	1, Boulevard de Vernon	3808.00 €
2024-02 : SCI L'OLIVET	12 – 14, rue Nationale	4 585.20 €
2024-03 : BERAUD Joey	36, boulevard Pasteur	2 195.00 €
2024-04 : SCI ALBENATE	8, boulevard Gambetta	1 654.00 €
2024-05 : PRADAL Marie-Julienne	22, rue François Valleton	1 595.00 €
2024-06 : SDC du 5 Bd Jean Mathon	5, boulevard Jean Mathon	3 112.50 €
2024-07 : CABINET DOMA pour le SDC du 22 rue DELICHERES	22, rue DELICHERES	8 561.00 €
2024-08 : PLAN-DELHOUGNE Françoise	7 et 7 bis, rue Pargoire	2 790.00 €
2024-09 : Agence DELAS pour le SDC VERNON 14	14, boulevard de Vernon	10 950.00 €
2024-10 : MAURIN Denis	22, route de Vals	7 877.00 €
2024-11 : Agence DELAS pour le SDC JAURES 9	9, rue Jean Jaurès	4 088.00 €
2024-12 : David Magnier pour SOLIHA BLI AURA	70, faubourg Jean Mathon	4 914.00 €
Provision		18 870.30 €
TOTAL		75 000,00 €

En conséquence, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Approuve** l'affectation des nouvelles subventions relatives à l'opération façade conformément au tableau ci-dessus présenté

39. Avenant n°1 à la convention n°007PRO032 en date du 4 avril 2023 relative à l'opération d'amélioration programmée de l'habitat et de rénovation Urbaine (OPAH-RU) de la communauté de communes du bassin d'Aubenas pour la période 2023-2028

Vu la délibération n°41 en date du 16 mars 2023, par laquelle le Conseil Municipal autorisait Monsieur le Maire à signer la convention relative à l'opération d'amélioration programmée de l'habitat et de rénovation Urbaine (OPAH-RU), en maîtrise d'ouvrage déléguée auprès de la communauté de communes du bassin d'Aubenas pour la période 2023-2028 ;

Vu la convention de maîtrise d'Ouvrage déléguée signée le 17 mars 2023 entre la CCBA, les communes de Vals-les-Bains, Ucel, Saint Privat et Aubenas ;

Vu la convention initiale n° 007PRO32 relative à l'opération programmée d'amélioration de l'habitat et de rénovation Urbaine (OPAH-RU), signée le 4 avril 2023, pour la période 2023-2028

Vu la délibération N°2023-45 du conseil d'administration de l'Agence Nationale d'Amélioration de l'Habitat (ANAH), en date du 6 décembre 2023, relative au régime d'aides applicable aux propriétaires occupants (article R.321-21,1, 2° Code la Construction et de l'Habitation (CCH)) aux personnes assurant la charge effective des travaux pour leur ascendants ou descendants propriétaires occupants et aux bénéficiaires mentionnés au II de l'article R321-12 du CCH ;

Vu la délibération N°2023-46 du conseil d'administration de l'ANAH, en date du 6 décembre 2023, relative au régime d'aides applicable locataires (R.321-12, I ,5° du CCH) ;

Vu la délibération N°2023-47 du conseil d'administration de l'ANAH, en date du 6 décembre 2023, relative au régime d'aides applicable aux syndicats de copropriétaires de copropriétés en difficulté ;

Vu la délibération N°2023-48 du conseil d'administration de l'ANAH, en date du 6 décembre 2023, relative au régime d'aide applicable aux syndicats de copropriétaires visés au 8° du I l'article R321-12 du CCH ;

Vu la délibération N°2023-49 du conseil d'administration de l'ANAH, en date du 6 décembre 2023, relative au régime d'aides expérimental en faveur de la rénovation énergétique des copropriétés de vingt lots d'habitation ou moins ;

Vu la délibération N°2023-51 du conseil d'administration de l'ANAH, en date du 6 décembre 2023, relative aux prestations d'ingénierie subventionnables au titre des interventions sur l'habitat privé (articles 321-16 du CCH et 24 du règlement général de l'Agence) ;

Vu l'annexe à la délibération n°2023-53 du conseil d'administration de l'ANAH, en date du 6 décembre 2023, définissant la liste des travaux recevables et autres dépenses associées aux dossiers déposés par les bénéficiaires mentionnés au I et II de l'article R.321-12 du CCH ;

Vu la délibération N°2024-02 du conseil d'administration de l'ANAH, en date du 13 mars 2024, relative au régime d'aides applicable aux propriétaires bailleurs mentionnés au 1° du I et II de l'article R321-12 du CCH ainsi qu'aux organismes agréés mentionnés au 6° du I de l'article R.321-12 du CCH ;

Considérant que les délibérations de l'agence nationale de l'Habitat sus visées modifient considérablement les aides aux propriétaires occupants, et ce notamment en ce qui concerne les aides au maintien à domicile ainsi que les aides aux propriétaires bailleurs en termes de gain de performance énergétique,

Considérant qu'avec les nouveaux critères tels que définis dans les délibérations du conseil d'administration de l'agence sus visées, les montants prévisionnels d'engagement de l'ANAH passent de 4 917 945 € à 5 401 899 €, pour le territoire de la CCBA,

Considérant qu'il n'y a pas d'impact financier sur l'enveloppe des subventions accordées par les collectivités pour financer les travaux des particuliers,

Considérant une baisse prévisionnelle de l'enveloppe l'ingénierie, estimée à 22 803 € répartis sur la période 2024 - 2028 pour la commune d'Aubenas,

Considérant l'augmentation des objectifs quantitatifs de 61 dossiers (459 dossiers initialement prévus à 520 dossiers dorénavant) entre le 04/01/2024 et le 03/04/2028 pour le territoire de la CCBA. Ces objectifs globaux de l'ANAH sont repartis comme suit :

- 423 logements occupés par leur propriétaire soit +62 ;
- 35 logements locatifs appartenant à des bailleurs privés, soit +3 ;
- 53 logements en copropriété, aidés en « aides au syndicat », soit -4 ;
- 9 logements d'un immeuble faisant l'objet d'une Vente d'Immeuble à Rénover (VIR),

Considérant qu'il est nécessaire de modifier la liste des immeubles prioritaires ciblés en secteurs renforcés, dont les copropriétés en difficultés, qui évolue au grès des diagnostics réalisés par l'opérateur (vente, travaux, impossibilités d'entrer contact avec les propriétaires, reste à charge trop important en fonction des revenus...) et des immeubles en RHI-THIRORI suite au lancement de l'étude début 2024 (1 lot vendu à Vals les bains sur les 3 ciblées,

Il est donc proposé au Conseil Municipal d'approuver les termes de cet avenant.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Approuve** le projet d'avenant dont les indications sont identifiées dans le corps du texte de la convention initiale de l'OPAH-RU pour la période 2023-2028,
- **Autorise** Monsieur le Maire à le signer,
- **Autorise** Monsieur le Maire aux formalités utiles et nécessaires à la bonne exécution de la présente convention modifiée, dans la limite des crédits votés annuellement.

POLE RESSOURCES HUMAINES

40. Mise à disposition de personnel de la ville d'Aubenas auprès du Centre Communal d'Action Sociale pour le fonctionnement du Centre Social « Au fil de l'eau »

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux ;

Vu la délibération n° 15 du Conseil municipal en date du 12 septembre 2014, confiant au CCAS d'Aubenas le portage du centre social « Au fil de l'eau » à Pont d'Aubenas ;

Vu la délibération n°61 du Conseil Municipal en date du 24 juin 2019 autorisant le Maire à signer la convention de mise à disposition de personnel pour assurer le bon fonctionnement du centre social ;

Vu l'avenant de modification de la convention de mise à disposition, validé par la délibération n°22 conseil municipal en date du 16 décembre 2021 ;

Considérant qu'il convient d'établir une nouvelle convention pour 3 ans à compter du 1^{er} janvier 2024,

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver les termes de la convention jointe en annexe.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Approuve** les termes de la convention de mise à disposition de personnel de la ville d'Aubenas auprès du CCAS pour la gestion du Centre Social « Au fil de l'eau », jointe en annexe,
- **Autorise** Monsieur le Maire à effectuer toutes les démarches administratives s'y rapportant.

41. Mise à disposition de personnel de la ville d'Aubenas auprès du Centre Communal d'Action Sociale dans le cadre de la gestion du RSA

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux ;

Vu la convention signée avec le Département de l'Ardèche confiant au CCAS la gestion de 150 mesures RSA ;

Vu la délibération n°60 du Conseil Municipal en date du 24 juin 2019 autorisant le Maire à signer la convention de mise à disposition de personnel dans le cadre de la gestion du RSA ;

Vu l'avenant de modification de la convention de mise à disposition, validé par la délibération n°23 du conseil municipal en date du 16 décembre 2021 ;

Considérant qu'il convient d'établir une nouvelle convention pour 3 ans à compter du 1^{er} janvier 2024,

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver les termes de la convention jointe en annexe.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Approuve** les termes de la convention de mise à disposition de personnel de la ville d'Aubenas auprès du CCAS dans le cadre de la gestion du RSA,
- **Autorise** Monsieur le Maire à effectuer toutes les démarches administratives s'y rapportant.

42. Mise à disposition de personnel de la ville d'Aubenas auprès du Centre Communal d'Action Sociale dans le cadre de la gestion du Programme Réussite Educative

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux ;

Vu la délibération n°59 du Conseil Municipal en date du 24 juin 2019 autorisant le Maire à signer la convention de mise à disposition de personnel dans le cadre de la gestion de la gestion du PRE ;

Vu l'avenant de modification de la convention de mise à disposition, validé par la délibération n°24 du conseil municipal en date du 16 décembre 2021 ;

Considérant qu'il convient d'établir une nouvelle convention pour 3 ans à compter du 1^{er} janvier 2024,

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver les termes de la convention jointe en annexe.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Approuve** les termes de la convention de mise à disposition de personnel de la ville d'Aubenas auprès du CCAS dans le cadre de la gestion du Programme de Réussite Educative,
- **Autorise** Monsieur le Maire à effectuer toutes les démarches administratives s'y apportant.

43. Adoption de la prise en charge du congé bonifié

Vu le décret n°51-725 du 8 juin 1951 relatif au régime de rémunération et avantages accessoires des personnels de l'Etat en service dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion (article 3) ;

Vu le décret n°78-399 du 20 mars 1978 modifié, relatif pour les départements d'outre-mer à la prise en charge des frais de voyage de congés bonifiés accordés aux magistrats et fonctionnaires civils de l'Etat ;

Vu le décret n°88-168 du 15 février 1988 modifié, pris pour l'application des dispositions du deuxième alinéa du 1° de l'article 57 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n°2020-851 du 2 juillet 2020 réformant le dispositif du congé bonifié ;

Vu l'arrêté du 2 juillet 2020 fixant le plafond prévu par l'article 5 du décret n° 78-399 du 20 mars 1978 relatif à la prise en charge des frais de voyage du congé bonifié accordé aux magistrats, aux fonctionnaires civils de l'Etat et aux agents publics de l'Etat recrutés en contrat à durée indéterminée Vu la circulaire du 16 août 1978 d'application du décret du 20 mars 1978 ;

Vu la circulaire du 2 août 2023 relative à la mise en œuvre des critères liés aux centres des intérêts matériels et moraux (CIMM) pour la prise en compte des congés bonifiés dans les trois fonctions publiques et pour la mobilité des fonctionnaires de l'État dans les territoires d'outre-mer ;

Considérant :

- Que le congé bonifié est accordé aux fonctionnaires exerçant en métropole et possédant le centre de leurs intérêts moraux et matériels dans un département-région d'Outre-mer ou dans certaines collectivités d'Outre-mer (article L.651-1 du CGFP),
- Qu'il permet notamment de prendre en charge les frais de voyage, à savoir un voyage aller et retour entre le territoire européen de la France où l'intéressé exerce ses fonctions et le département d'outre-mer où il a sa résidence habituelle (article 4 du décret n°78-399 du 20 mars 1978) et que par conséquent, seuls sont pris en charge les frais de voyage exposés par un fonctionnaire pour se rendre sur le territoire ultramarin de la France, à l'exclusion de ceux qu'il peut avoir eu à supporter à l'intérieur du territoire métropolitain pour rejoindre son lieu de départ.
- Que cette prise en charge peut concerner ses enfants et son conjoint selon certaines conditions,
- Que l'agent continue de percevoir les différents éléments composant sa rémunération habituelle, notamment et bénéficie d'une majoration de traitement dont le taux est fonction du département ou de la collectivité où se déroule le congé (majoration du traitement indiciaire de 40% pour un congé bonifié concernant la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique, Mayotte, Saint Barthélemy, Saint Martin ou Saint Pierre et Miquelon – majoration du traitement indiciaire de 30% pour un congé bonifié concernant la Réunion),
- Que la durée du congé bonifié est limitée à trente et un jours consécutifs (samedis, dimanches et jours fériés inclus) auxquels peuvent s'ajouter des délais de route.
- Qu'il peut être accordé tous les 2 ans,

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver l'octroi d'un congé bonifié pour tout agent remplissant les conditions et qui en ferait la demande et d'autoriser Monsieur le Maire à procéder à la vérification et aux formalités administratives s'y rapportant.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Approuve** l'octroi du congé bonifié à tout agent de la collectivité qui remplirait les conditions et en ferait la demande,
- **Approuve** la prise en charge des frais de transport et l'attribution de l'indemnité de cherté selon les conditions ci-dessus,
- **Charge** Monsieur le Maire de l'établissement et du contrôle du dossier administratif,
- **Autorise** l'inscription des sommes nécessaires au budget.

44. Mise à jour du tableau répertoriant les besoins contractuels pour faire face à des besoins ponctuels ou permanents ne pouvant être immédiatement pourvus par un fonctionnaire – septembre 2024

Vu le Code Général de la Fonction Publique ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment son article 332-23 1° ;

Vu la délibération n°24 du conseil municipal en date du 10 avril 2024 portant mise à jour du tableau des effectifs contractuels pour faire face à des missions ponctuelles ou permanentes ;

Considérant l'avis du Comité Social territorial,

Considérant la mise en place des mesures sanitaires au sein des écoles de la ville et les besoins en encadrement,

Considérant les demandes de disponibilité d'agents titulaires dans différents services,

Considérant les départs à la retraite pour l'année 2024 et les besoins en remplacement,

Considérant les mobilités internes au sein de la collectivité,

Considérant les événements ponctuels organisés par la ville et besoins ponctuels qui en découlent,

Considérant les demandes d'aménagement de poste suite à des temps partiels thérapeutiques,

Considérant la variation des effectifs dans les cantines des groupes scolaires,

Considérant les stagiairisations,

Monsieur le Maire propose de modifier le **tableau, joint en annexe, répertoriant les emplois contractuels nécessaires au fonctionnement des services ne pouvant être pourvus dans l'immédiat par des fonctionnaires.**

Il sera demandé aux candidats de justifier de conditions particulières tels que le niveau scolaire, la possession d'un diplôme, une condition d'expérience professionnelle etc.

La rémunération des agents contractuels sera calculée sur la base d'un indice majoré en fonction des missions et de l'expérience professionnelle et selon les grilles indiciaires de la fonction publique territoriale. **Monsieur le Maire propose :**

La création :

- 1 poste à temps complet d'adjoint technique pour le service garage dans l'attente du départ à la retraite des titulaires.
- Passage à temps complet du poste assistant régie – service culturel

La suppression des postes contractuels suivant - suite à stagiairisation :

1	Cadre d'emploi des Adjoints Techniques	Au service des sports – gardiennage ROQUA en l'absence du titulaire affecté sur un autre poste pour nécessité de service	Temps complet
1	Cadre d'emploi des Agents de maitrise	Agent du service espaces verts	Temps complet
1	Cadre d'emploi des Adjoints techniques	Service administration funéraire	Temps complet
1	Cadre d'emploi des Adjoints techniques	Service informatique	Temps complet
1	Cadre d'emploi des adjoints administratifs	Service culturel – chargé de programmation – suite à démission du titulaire	Temps complet
1	Cadre d'emploi des adjoints techniques	Suite à mobilité interne – service de l'eau	Temps complet
1	Cadre d'emploi des Adjoints techniques	Cadre de vie (propreté urbaine – espaces verts)	Temps complet
1	Cadre d'emploi des Adjoints administratifs	Service communication.	Temps complet

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Approuve** la mise à jour du tableau annexé,
- **Autorise** Monsieur le Maire à recruter, des agents contractuels sur des emplois non permanents pour faire face à des besoins liés à un accroissement temporaire ou saisonnier d'activité,
- **Autorise** Monsieur le Maire à recruter, des agents contractuels sur des emplois permanents pour faire face à des besoins liés au départ d'agents titulaires (mobilité interne, retraite, disponibilité, congé, indisponibilité physique...) et ne pouvant être pourvus par un fonctionnaire,
- **Charge** Monsieur le Maire de la constatation des besoins concernés ainsi que de la détermination des niveaux de recrutement et de rémunération des candidats selon la nature des fonctions et de leur profil. La rémunération est limitée à l'indice terminal du grade de référence,
- **Autorise** l'inscription des crédits correspondants au budget.

ANNEXE 1 – TABLEAU RECAPITULATIF DES BESOINS CONTRACTUELS

Septembre 2024 - le service éducation :

Nombre d'emploi	Grade	Nature des fonctions	Temps de travail Hebdomadaire
3	Cadre d'emploi des Adjoints techniques	Cantine / surveillance / entretien activités périscolaires	31h23
1	Cadre d'emploi des Adjoints techniques	Cuisine – départ du titulaire en disponibilité Entretien des locaux suite à retraite du titulaire	20h00
1	Cadre d'emploi des Adjoints techniques	Cantine / surveillance / entretien	18h00
1	Cadre d'emploi des Adjoints techniques	Cantine / surveillance / entretien	8h00
1	Cadre d'emploi des Adjoints techniques	Cantine / surveillance / entretien	6h00

Septembre 2024 - autres services :

Nombre d'emploi	Grade	Nature des fonctions	Temps de travail hebdomadaire
5	Cadre d'emploi des Adjoints techniques	Cadre de vie (propreté urbaine – espaces verts)	Temps complet
2	Cadre d'emploi des Adjoints techniques	Distribution du bulletin municipal – 4fois /an	Temps complet
4	Cadre d'emploi des Adjoints d'animation	Aux vacances scolaires / renfort service jeunesse et service des sports	Temps complet
2	Cadre d'emploi des Adjoints techniques	Gestion des parkings et AGORA semaine et weekend	Temps complet
1	Cadre d'emploi des Adjoints techniques	Gestion et surveillance camping	Temps complet
1	Cadre d'emploi des Adjoints techniques	Electricien	Temps complet
1	Contrat d'apprentissage	Service espaces verts	Alternance
1	Cadre d'emploi des Adjoints administratifs	Cabinet du Maire suite au non renouvellement de contrat et disponibilité de droit du titulaire.	Temps complet
1	Cadre d'emploi des Adjoints techniques	Laborantin suite à l'ouverture de la nouvelle station d'épuration	Temps complet
1	PEC – parcours emploi compétence	Propreté urbaine	Temps complet
1	Cadre d'emploi des adjoints techniques	Service plomberie - suite à démission	Temps complet

1	Cadre d'emploi des adjoints techniques	des	Responsable ROQUA	Temps complet
1	Cadre d'emploi des Adjoints techniques	des	Service administration funéraire	Temps complet
1	Cadre d'emploi des Adjoints techniques	des	Service culturel – assistant régie	Temps complet
1	Cadre d'emploi des techniciens	des	Responsable voirie	Temps complet
1	Cadre d'emploi des Adjoints administratifs	des	Pôle Cohésion Sociale – durée 12 mois	Temps complet
1	Cadre d'emploi des Adjoints administratifs	des	Service culturel – centre d'art contemporain	Temps complet
2	Cadre d'emploi des Adjoints administratifs	des	Service culturel – centre d'art contemporain	Mi-Temps
1	Cadre d'emploi des adjoints techniques	des	Service garage dans l'attente du départ à la retraite du titulaire	Temps complet

45. Modification du tableau des effectifs – création ou modification de postes

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 en date du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2011-2010 du 27 décembre 2011 modifié relatif aux comités techniques et aux commissions administratives paritaires des collectivités territoriales et leurs établissements publics ;

Vu la délibération n° 25 du conseil municipal de la ville d'Aubenas en date du 10/04/2024 portant modification du tableau des effectifs pour le budget principal et les budgets annexes ;

Considérant les besoins pour la stagiairisation de contractuels placés sur emplois permanents et ayant donnés entière satisfaction tout au long de leur période contractuelle,

Considérant les mobilités externes au cours du 2^{ème} semestre 2024,

Considérant les départs à la retraite 2024,

Considérant les réussites à concours et examens 2024,

Considérant les besoins en recrutement,

Monsieur le Maire propose à l'assemblée délibérante les créations de postes suivants aux tableaux des effectifs des titulaires / stagiaires / CDI / chargés de mission du budget principal et du budget de l'eau :

Sur le budget principal :

- Un poste à temps complet d'animateur principal de 1^{ère} classe – recrutement externe direction du service des sports (suppression d'un poste d'ETAPS à TC)

Transformation à temps complet d'un poste d'ATSEM principal de 2^{ème} classe à Temps non complet par nécessité de service.

Suite à stagiairisation :

- 5 postes d'adjoint technique à temps complet pour les services informatique / espaces verts / sports / propreté urbaine / culturel.
- 1 poste d'adjoint administratif à temps complet – service communication

Sur le budget annexe eau

Suite à stagiairisation :

- 1 poste d'adjoint technique à TC

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Approuve** les créations de poste ci-dessus et les suppressions qui en découlent,
- **Demande** l'inscription des sommes au budget fonctionnement chapitre 012,
- **Autorise** Monsieur le Maire à procéder à toutes les formalités administratives s'y rapportant.

SERVICE CULTUREL

46. Programmation culturelle

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°2 du 10/04/2024 approuvant le budget primitif ville 2024 ;

Considérant la politique culturelle de la Ville, le service culturel de la Commune propose la programmation de spectacles et d'actions en direction de tous les publics et des publics scolaires suivant :

Période	Contractant	Titre du spectacle	Montant H.T
17 janvier	Greenpiste records	An eagle in your mind	1 200 €
17 janvier	Les voisins	Les voisins	900 €
24 janvier	Otbox	Dub silence	2 550 €
24 janvier	Skank Me Crazy	Skank Me Crazy	400 €
6 février	Cholbiz	Boule le petit georges	3 500 €
7 février	Cholbiz	Boule	700 €
7 février	Cholbiz	Nicolas Jules Trio	2 500 €
14 février	Tour Makers	Kolinga	4 000 €
14 février	Rouliette Ruse	Rouliette Ruse	600 €
29 mars	Dionysac	Samifati	2 000 €
29 mars	DJ Fabz	DJ Fabz	600 €
11 avril	Temple	Temple	1 000 €
17 et 18 avril	Pyrprod	Gaettson	1 900 €
18 avril	Tina Luce Cavalcade	Sugar Sugar	2 500 €
24 mai	Jaspir	Tracy de Sa & The Defenders	4 250 €
24 mai	Le Fond D'la Classe	Le Fond D'la Classe	800 €

Il est donc proposé au Conseil Municipal d'approuver la programmation culturelle de la commune tels que détaillés dans le tableau ci-dessus.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Approuve** la programmation culturelle dans le cadre de la saison culturelle 2024-2025
- **Autorise** Monsieur le Maire à signer les contrats, conventions, prestations, avenants, acomptes, ainsi que les contrats et prestations techniques liées à cette programmation et aux actions culturelles menées par le service durant la saison culturelle 2024 - 2025.

47. Convention de réalisation d'une exposition de photographies

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°2 du 10/04/2024 approuvant le budget primitif ville 2024 ;

Vu la délibération n°48 du 23/09/2024 approuvant l'installation d'une exposition « 80's les années post punk » ;

Vu le projet de convention joint en annexe ;

Considérant la politique culturelle de la Ville dans le domaine des musiques actuelles et des arts plastiques et la volonté d'une diffusion en direction du public le plus large possible,

Considérant que l'exposition aura lieu du 23 septembre au 30 octobre 2024,

Considérant que la ville d'Aubenas souhaite présenter certaines photographies de M. Pierre Terrasson, photographe, dans le cadre de cette exposition,

Considérant qu'il est nécessaire d'établir les droits et obligations de chacune des parties,

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver la convention jointe en annexe, laquelle précise que l'Auteur assurera à la Salle le Bournot, la préparation et la mise en œuvre de scans grands formats pour la présentation d'une exposition de photographies et que La Commune versera la somme de 636 €.

Benoit Perrusset demande s'il s'agit d'une exposition différente de celle déjà présente dans la ville.

Jacques Daumas confirme qu'il s'agit de l'exposition déjà installée.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Approuve** la convention jointe en annexe,
- **Autorise** Monsieur le Maire à la signer.

48. Exposition Photographique de Richard BELLIA

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°2 du 10/04/2024 approuvant le budget primitif ville 2024 ;

Vu le projet de convention joint en annexe ;

Considérant la politique culturelle de la Ville dans le domaine des musiques actuelles et des arts plastiques et la volonté d'une diffusion en direction du public le plus large possible,

Considérant la proposition d'exposition des photographies du photographe français Richard Bellia, spécialisé dans la photographie de musique,

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver l'installation d'une exposition « 80's les années post punk » dans le cadre d'un événement consacré à la musique et à la photographie.

Ses photos seront exposées du 23 septembre au 30 octobre 2024 à l'Agora place du Champ de Mars, place de l'Hôtel de Ville et sur la façade du Centre Le Bournot.
Le montant versé à l'artiste s'élève à 2 500 €.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Approuve** l'installation de l'exposition « 80's les années post funk »,
- **Autorise** Monsieur le Maire à signer la convention ci-annexée avec le photographe pour cette exposition.

49. Demande de subvention auprès de la Région Auvergne-Rhône-Alpes et engagement des dépenses relatives à la réalisation de l'édition 2025 du festival BD 2025

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Considérant sa politique culturelle, la ville organise, via son service culturel, un festival annuel de bande dessinée qui aura lieu pour 2025 au mois de mars,

Considérant que dans le cadre de cette programmation, la ville est amenée à recevoir une quarantaine d'invités en lien avec la bande dessinée ou l'illustration : auteurs, journalistes, conférenciers, éditeurs ou représentants de maison d'éditions ; mais également des artistes ou prestataires pour des animations en direction des divers publics,

Considérant que l'intégralité des frais liés à leur venue sont pris en charge par la ville (forfaits kilométriques, restauration, hébergement, etc...),

Considérant le budget prévisionnel de la manifestation joint en annexe pour un montant total de 39 250 €,

Considérant qu'afin que le service culturel ait tous les moyens pour mettre en œuvre la réalisation de cette manifestation,

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver le budget prévisionnel, d'autoriser Monsieur le Maire à solliciter une subvention à hauteur de 6 000 € auprès de la Région Auvergne Rhône-Alpes et à engager les dépenses pour le versement d'acomptes, le versement d'indemnités kilométriques ou l'achat de billets de train ou d'avion, les prestations culturelles (ateliers, cinéma, conférences...), les prestations techniques (son, éclairage, location de matériel,...), les prestations hôtelières et de restauration.

Benoit Perrusset revient sur la délibération du BP 2024 : il précise qu'il avait été voté la même délibération pour la Région et qu'il avait été évoqué la mobilisation potentielle du Département : il demande si ce dernier a contribué. De plus, la CCBA ayant été mentionnée dans les recettes, il demande si elle a bien financé en 2024 : si oui, il suggère de demander aussi une participation en 2025 ; si elle n'a pas contribué en 2024, il demande si elle contribuera en 2025.

Monsieur le Maire informe les élus que les subventions 2024 ont été versées. A propos de la participation de la communauté de communes, il informe les élus qu'elle participe au festival BD en organisant des expositions ou des événements qui ont lieu à la médiathèque intercommunale.

Quant au Département, Monsieur le Maire indique il n'y a à priori pas de ligne qui pourrait correspondre à ce type d'événement. C'est en effet plutôt la Région qui subventionne depuis quelques années, sachant que ces subventions ont été largement réévaluées à la hausse.

Benoit Perrusset explique que dans une communication du Département, il a cru comprendre que le Département accompagnait tous les festivals d'Ardèche ; il conclut que ce n'est donc pas forcément le cas.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à la majorité (Guillaume Vermorel n'ayant pas pris part au vote) :

- **Approuve** le budget prévisionnel de l'édition 2025 du festival BD 2025 ci-joint,
- **Autorise** Monsieur le Maire à solliciter une subvention à hauteur de 6 000 € auprès de la Région Auvergne - Rhône-Alpes,
- **Autorise** Monsieur le Maire à engager les dépenses décrites ci-dessus à hauteur du montant prévisionnel alloué à cette manifestation,
- **Autorise** Monsieur le Maire à signer les contrats, conventions, avenants y afférents.

50. Contrat de vente pour l'affiche du 18^{ème} Carrefour Européen du 9^{ème} Art et de l'Image 2025

Vu le code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération n°2 du 10/04/2024 approuvant le budget primitif ville 2024 ;

Vu le projet de contrat ;

Considérant la politique culturelle de la Ville, le service culturel de la Commune organise un festival annuel de bande dessinée « le Carrefour Européen du 9^{ème} Art et de l'Image »,

Considérant le déroulement prévu de la 18^{ème} édition du 21 au 23 mars 2025,

Considérant que dans ce cadre, la Commune confie la réalisation de l'affiche du festival à un artiste, que pour cette année il s'agira de l'auteur Simon VAN LIEMT,

Considérant que l'auteur vend à la Commune l'affiche du « 18^{ème} Carrefour Européen du 9^{ème} art et de l'image » sur son support original au prix de 2 000 € nets ainsi que les droits de reproduction et de représentation de l'affiche au prix de 500 € nets,

Considérant que l'affiche intégrera une version dessinée du Château d'Aubenas,

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver l'achat de l'affiche du 18^{ème} Carrefour Européen du 9^{ème} art et de l'image, ainsi que les droits de reproduction et de représentation de l'affiche.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Approuve** l'achat de l'affiche du 18^{ème} Carrefour Européen du 9^{ème} art et de l'image, ainsi que les droits de reproduction et de représentation de l'affiche aux tarifs indiqués ci-dessus ;
- **Autorise** Monsieur le Maire à signer le contrat de vente de l'affiche tel qu'annexé à la présente.

51. Colorisation de l'affiche du 18^{ème} Carrefour Européen du 9^{ème} Art et de l'Image 2025

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération n°2 du 10/04/2024 approuvant le budget primitif ville 2024 ;
Vu le projet de convention ;

Considérant la politique culturelle de la Ville, le service culturel de la Commune organise un festival de bande dessinée, le Carrefour Européen du 9^{ème} Art et de l'Image,

Considérant le déroulement prévu de la 18^{ème} édition du 21 au 23 mars 2025,

Considérant que dans ce cadre, la Commune confie la colorisation numérique de l'affiche à François CERMINARO,

Considérant le coût de la prestation qui s'élèvera à 300 € nets,

Il est demandé au Conseil Municipal d'approuver cette prestation et la convention s'y afférent.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Approuve** la prestation de colorisation de l'affiche du 18^{ème} Carrefour Européen du 9^{ème} Art et de l'Image 2025 pour le montant indiqué ci-dessus,
- **Autorise** Monsieur le Maire à signer la convention de colorisation l'affiche telle qu'annexée à la présente.

LE CHATEAU – CENTRE D'ART CONTEMPORAIN ET DU PATRIMOINE

52. Programmation des expositions du centre d'art contemporain second semestre 2024

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de la commune du 04 avril 2024 relative à l'adoption du Budget Primitif 2024 ;

Considérant qu'il est nécessaire de prévoir la 2nde partie de la programmation 2024,

Dans le cadre de cette programmation artistique, trois expositions couvriront la fin de l'année 2024 et le début de l'année 2025.

Période	Exposition	Montant TTC
14 novembre 2024	ILE / MER FROID (avec résidence au printemps 2024)	38 840 €
14 novembre 2024	Manga	71 000 €
14 novembre 2024	Vanessa Winship	52 500 €

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver cette programmation et d'autoriser, en conséquence, Monsieur le Maire à signer les contrats, conventions, prestations, avenants, acomptes, relatifs à la programmation artistique de centre d'art contemporain tels que présentée dans le tableau ci-dessus.

Cloé Simon rappelle que le CAC devait être fermé les mois de novembre et d'avril. Elle constate la réouverture le 14 novembre et fait remarquer qu'il ne s'agit pas d'une fermeture d'un mois mais de deux semaines.

Jacques Daumas rectifie et précise que le CAC sera bien fermé un mois à partir du 13 octobre, ceci pour permettre de désinstaller et réinstaller les expositions.

Cloé Simon s'étonne que le CAC soit fermé durant les vacances scolaires. Elle demande si cela sera identique en avril.

Jacques Daumas répond que le calendrier n'est pas encore fixé.

Cloé Simon souhaite avoir connaissance de la fréquentation estivale.

Jacques Daumas répond que les entrées se chiffrent aux alentours de 20 000 visiteurs, ce qui laisse penser que les objectifs de 25 000 pour les 6 mois devraient être atteints, voire dépassés. Il précise qu'il y a eu une grosse fréquentation pour les journées du patrimoine (plus de 3 500 visiteurs).

Monsieur le Maire précise les chiffres exacts : 22 238 personnes, sans tenir compte des journées du patrimoine.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à la majorité (2 oppositions : André Constanzo, Alexandra Cauquil) :

- **Approuve** la programmation telle que présentée ci-dessus ;
- **Autorise** Monsieur le Maire à signer les contrats, conventions, prestations, avenants, acomptes ;
- **Indique** que les crédits nécessaires ont été prévus au budget primitif principal.

53. Programmation culturelle du second semestre 2024

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu les délibérations relatives à l'adoption du Budget Primitif 2024 lors du Conseil Municipal du 4 avril 2024 ;

Considérant le développement d'une programmation culturelle au Château afin de faire vivre le lieu,

Il est soumis à l'approbation du conseil municipal la programmation suivante :

Période	Contractant	Titre	Montant T.T.C
21-09-2024	Ruben Brulat, artiste	Médiation et activation de nouvelles marches artistiques dans le cadre des Journées européennes du Patrimoine	250 €
01-10-2024	Collectif de théâtre documentaire Petit Pois Princesse	Mise en place du projet « Mémoires de monument », à la recherche des souvenirs du château chez les albenassiens	3 000 €
Entre le 23 septembre et le 13 octobre 2024	Nelly Pons, conférencière	Événement de clôture de l'exposition Habiter le monde	1500€ (montant maximal estimé)

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver cette programmation et d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre du programme tel que détaillé dans le tableau ci-dessus ainsi que les contrats et prestations techniques liées à cette programmation et aux actions culturelles menées par le service à cette occasion.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à la majorité (2 oppositions : André Constanzo, Alexandra Cauquil) :

- **Approuve** la programmation telle que présentée ci-dessus ;
- **Autorise** Monsieur le Maire à signer tous documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente ;
- **Indique** que les crédits nécessaires ont été prévus au budget primitif principal.

54. Demande de subvention auprès de la Région Auvergne Rhône Alpes dans le cadre du dispositif « Culture en territoires »

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de la commune du 04 avril 2024 relative à l'adoption du Budget Primitif 2024 ;

Considérant qu'une demande de subvention de 4 500 € sera déposée auprès de la Région Auvergne Rhône Alpes dans le cadre du dispositif « Culture en territoires » rattaché à son programme « Publics et Territoires pour le projet « Mémoires de Monument »,

Considérant que cette demande vient en complément de l'aide au fonctionnement sollicitée auprès de la Région au titre de l'année 2024,

Considérant que le dispositif régional soutient des projets artistiques et culturels recherchant l'implication des habitants.

Considérant que le projet « Mémoires de monument » entre dans ce cadre puisqu'il ambitionne d'aller à la rencontre des habitants en recherchant la place que le Château occupe dans la mémoire collective albenassienne et ardéchoise et en proposant une retranscription artistique et sensible. Il fera appel à une équipe artistique professionnelle.

Il est proposé au Conseil Municipal de solliciter une subvention de fonctionnement auprès de la Région Auvergne Rhône Alpes à hauteur de 3 500 € au titre de l'année 2024 et dans le cadre de son dispositif « Culture en territoires ».

Concernant le plan de financement, Benoit Perrusset s'étonne de la dépense totale non détaillée. Il constate les recettes en face, dont la Région. Il demande si la subvention de la DRAC est déjà acquise ou si cela sera délibéré à un prochain conseil.

Frédérique Roger, DGS, confirme qu'à ce jour, l'information sur un éventuel financement de la DRAC pour cet événement artistique et culturel n'est pas connue. Si délibération il doit y avoir pour la DRAC, il y aura en effet une autre délibération.

Quant au manque de détail sur les dépenses, Monsieur le Maire explique qu'il s'agit d'un problème de formulation de la délibération. Il précise qu'il va y avoir l'intervention d'une équipe artistique professionnelle dans le cadre de « Mémoires de Monument » qui sera peut-être en lien avec le projet de Petits Pois Princesse. L'ambition de ce projet est d'aller à la

rencontre des habitants en recherchant la place que le château occupe dans la mémoire collective albenassienne et ardéchoise.

Benoit Perrusset informe les élus de son vote d'abstention en raison du manque d'éléments sur les dépenses de fonctionnement du CAC qui ne permet pas de voter cette délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à la majorité (2 oppositions : André Constanzo, Alexandra Cauquil / 5 abstentions : Benoit Perrusset, Patricia Roux, Cloé Simon, Guillaume Vermorel, Alexandra Guibert) :

- **Autorise** Monsieur le Maire à solliciter une subvention de fonctionnement à la Région Auvergne Rhône Alpes à hauteur de 3 500 € au titre de l'année 2024 et dans le cadre de son dispositif « Culture en territoires ».
- **Précise** que les crédits afférents à cette subvention seront inscrits au budget principal ;
- **Autorise** Monsieur le Maire à signer tous documents en vue de l'exécution de la présente.

55. Grille tarifaire pour l'offre pédagogique

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu les délibérations du Conseil Municipal du 4 avril 2024 relatives à l'adoption du Budget Primitif 2024 ;

Vu les délibérations du Conseil Municipal du 13 juin 2024 relatives à la tarification pour les groupes ;

Considérant l'importance du développement d'une offre pédagogique pour accueillir les publics scolaires au Château,

Considérant qu'il est souhaitable de proposer, aux groupes scolaires accueillis, des visites guidées suivies d'ateliers courts,

Considérant que les tarifs des visites guidées ont été votés lors du conseil municipal du 13 juin 2024 (ils varient selon la localisation et les niveaux – élémentaire, collège, lycée - de l'établissement. A titre d'exemple, les classes élémentaires albenassiennes accèdent à la gratuité),

Il est proposé au Conseil Municipal la définition d'un tarif unique pour ces ateliers courts, prenant notamment en compte les dépenses relatives à l'achat de fournitures.

En conséquence, et en complément de la grille tarifaire groupes déjà adoptée, il convient de compléter la tarification de l'offre pédagogique en proposant les tarifs suivants :

GRILLES TARIFAIRE ATELIERS SCOLAIRES	ATELIERS SCOLAIRES MENES PAR UNE MEDIATRICE DU CHATEAU
Tous groupes scolaires	40 € par groupe et par atelier

Durée des ateliers : 30 min – 1h30.

Benoît Perrusset demande des précisions sur le terme « tous groupes scolaires » : « que ce soit une classe de CE1 à 17 élèves ou une classe de lycéens à 35 élèves, le tarif sera-t-il le même ? » D'autre part, il interroge les élus sur la consultation des enseignants sur cette question.

Frédérique Roger rappelle que les visites sont gratuites pour les écoles d'Aubenas et sont payantes pour les écoles de l'extérieur.

D'autre part, pour les ateliers dont il est ici question, elle précise qu'une participation est demandée pour les fournitures. Le nombre d'enfants est limité par atelier : le tarif étant par groupe scolaire et par atelier, le coût pour deux ateliers sera donc de 80 €.

Eliette Roche ajoute que les directrices des écoles d'Aubenas ont été informées lors de la réunion de rentrée.

Quant aux collèges et lycées, Monsieur le Maire rappelle qu'ils dépendent du Département ou de la Région et qu'il n'y a pas de raison de faire des gratuités. Il confirme ainsi que pour les écoles albenassiennes, les visites guidées sont gratuites ; les ateliers scolaires qui nécessitent la présence d'une médiatrice et d'avoir surtout des fournitures seront payants.

A propos de la fermeture du CAC pendant les vacances de la Toussaint, Benoît Perrusset demande de confirmer la fermeture pendant les vacances de Pâques car cela est indiqué sur le site internet du CAC (du 1^{er} avril au 2 mai). Dans ce cas, il précise que les trois zones ne pourront pas accéder au CAC.

Monsieur le Maire apporte les précisions suivantes :

- En ce qui concerne la première période de fin d'année, il avait été évoqué qu'il était intéressant d'avoir le public en vacances. Compte-tenu de l'ouverture un peu tardive et par rapport à l'organisation des programmations, il n'a pas été possible d'adapter cela en fonction des vacances scolaires.
Il affirme néanmoins que l'année prochaine, il y aura un décalage qui sera fait de façon à avancer les périodes de fermeture du CAC pour permettre d'une part les démontages-remontages d'expositions et également pour permettre aux équipes de souffler.
- En ce qui concerne la période de printemps, les dates ne sont pas figées. Il sera vu avec l'équipe du CAC comment adapter cela de façon à favoriser au maximum les visites des personnes en vacances pendant cette période.

Jacques Daumas demande aux élus un peu de patience pour que les équipes puissent affiner les choses. Ils pourront s'appuyer sur les mois qui ont précédé avec le temps.

Benoît Perrusset approuve et demande dans ce cas à ce que cela ne soit pas indiqué sur le site internet du château.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Approuve** ce complément à la grille tarifaire précédemment votée en conseil municipal du 13 juin 2024,
- **Autorise** Monsieur le Maire à signer tous documents pour la mise en œuvre de la présente.

SERVICE DES SPORTS

56. Convention d'autorisation de perception de recettes au bénéfice des associations sportives de la ville d'Aubenas

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu la délibération n°74 du 13/06/24 autorisant les associations sportives à utiliser les sites sportifs municipaux ;
Vu le projet de convention ;

Considérant que les associations sportives locales utilisant régulièrement les équipements sportifs Municipaux souhaitent pouvoir percevoir des recettes (sponsors, buvette etc.),

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver le projet de convention d'autorisation de perception de recettes au bénéfice des associations sportives de la ville d'Aubenas.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Approuve** la convention « type » ci-jointe,
- **Autorise** Monsieur le Maire à signer les conventions avec les associations sportives de la ville.

SERVICE EDUCATION

57. Convention de partenariat « Lire et faire lire » avec la fédération des œuvres laïques de l'Ardèche – Année scolaire 2024-2025

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2121-1 à L2144-3 ;
Vu le code de l'éducation et notamment l'article D.551-1 à R.552-2 ;
Vu le vote du budget primitif et les crédits inscrits pour l'année 2024 au chapitre 6288 fonction 212 ;

Considérant que pour l'année 2024/2025 les écoles publiques (Beausoleil, Les Oliviers, Le Pont, Saint Pierre) souhaitent participer au dispositif « Lire et faire lire »,

Considérant que la commune souhaite soutenir les actions éducatives à destination des élèves et notamment des activités autour de la lecture au sein des écoles publiques,

Considérant que la participation forfaitaire pour l'année 2024/2025 s'élève à 840 €,

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver le projet de convention avec la fédération des œuvres laïques de l'Ardèche pour organiser dans les écoles publiques le dispositif « Lire et faire lire » pour l'année 2024/2025.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Approuve** la convention ci-annexée,
- **Autorise** Monsieur le Maire à la signer,
- **Autorise** Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

58. Convention de coopération entre pouvoirs adjudicateurs

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2121-1 à L2144-3
Vu le code de l'Education notamment les articles D.551-1 à R.552-2 ;
Vu le code de la commande publique et notamment les articles L 2511-6 et L 3211-6 ;
Vu le code de l'environnement et notamment l'article L.414-11 ;

Vu le vote du budget primitif et les crédits inscrits pour l'année 2024 au chapitre 6228/213 ;

Considérant que la commune est engagée dans une politique environnementale volontariste afin de garantir un environnement préservé sur le territorial communal,

Considérant que la commune souhaite mettre en œuvre des actions d'éducation à l'environnement et au développement durable au sein des écoles publiques,

Considérant l'intérêt communal d'une coopération avec le conservatoire d'espaces naturels Rhône-Alpes,

Considérant que l'école Saint Pierre bénéficie pour 2024 d'action d'éducation à l'environnement,

Considérant que cette collaboration représente un montant global de 1 000 €,

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver le projet de convention, d'une durée de 3 ans, avec le conservatoire d'espaces naturels Rhône Alpes pour mener dans les écoles publiques des actions d'éducation à l'environnement.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Approuve** la convention ci annexée,
- **Autorise** Monsieur le Maire à la signer.

59. Ateliers périscolaire « Ambition Educative »

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5217-1 et suivants ;

Vu le code de l'éducation et notamment l'article D551-1 à R552-2 ;

Vu le vote du budget primitif 2024 ;

Vu le projet de convention ;

Considérant que la commune souhaite mettre en œuvre une politique éducative ambitieuse avec l'organisation d'ateliers artistiques et culturels sur les temps périscolaires au sein des écoles élémentaires publiques,

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver les conventions de partenariat entre la ville et les centres sociaux culturels et les associations pour l'organisation des ateliers au sein des écoles élémentaires publiques de la ville, ci-dessous :

Intitulé	Ecole	Période	Montant Total 2024/2025	Modalités
CSC ASA Contrat lecteur	Les Oliviers	Du 07/10/2024 au 13/06/2025	4 000 €	
CCAS (CSC Au fil de l'eau)	Pont et St Pierre	Du 07/10/2024 au 13/06/2025	9 825 €	
CSC Le Palabre	Beausoleil	Du 07/10/2024 au 13/06/2025	10 500 €	
Compagnie pas à pas	Les Oliviers	Du 07/10/2024 au 13/06/2025	1 400 €	Sur facturation à l'issue de chaque période

L'association Pimentée	Les Oliviers	Du 07/10/2024 au 13/06/2025	1er semestre 1 200 € 2 ^e semestre 780 €	Sur facturation à l'issue de chaque période
Europhonia 07	Les Oliviers	Du 07/10/2024 au 13/06/2025	1 680 €	1 ^{er} versement à la signature 2 ^e après vote du budget
Paléodécouvertes	Les Oliviers	Du 10/03 au 13/06/2025	900 €	En totalité après vote du budget

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Approuve** les termes du projet de convention joint en annexe ;
- **Approuve** les différents partenariats tels qu'établis ci-dessus ;
- **Autorise** Monsieur le Maire à signer les conventions avec les différentes structures, ainsi que tous actes y afférents.

POLE CITOYENNETE

60. Objets trouvés – PC portables et smartphones - Convention avec l'association " ACCES Emploi Services "

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 2121-29

Vu le code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L.3212-2, L. 3212-3, D3212-3 et D3212-4 ;

Vu le code du domaine de l'Etat et notamment son article A.115-1 ;

Vu la loi du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et l'économie circulaire

Vu la loi 3DS du 21 février 2022

Vu l'arrêté municipal n°2021/10/38 du 18/08/2021 relatif à la gestion des objets trouvés.

Considérant que la Police Municipale, qui assure la gestion des objets trouvés, dispose régulièrement de pc portables, tablettes et nombreux smartphones « trouvés » dont le délai de garde de 1 an et 1 jour est dépassé,

Considérant que l'association ACCES Emploi Services porte une action de reconditionnement d'ordinateurs et smartphones sur l'ensemble du territoire Ardéchois pour lutter contre la fracture numérique,

Considérant que ladite association a formulé une demande de donation des pc portables, tablettes et smartphones « objets trouvés » non réclamés,

Considérant l'importance de participer à une démarche d'économie circulaire et de développement durable,

Considérant le souhait de la Ville d'Aubenas de collaborer avec l'association ACCES Emploi Services, financée dans le cadre du contrat de ville – politique de la ville depuis 2022,

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver la convention permettant le don de pc portables, tablettes et smartphones à l'association ACCES Emploi Services.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Approuve** la convention permettant le don de smartphones à l'association ACCES Emploi Services ci-jointe,
- **Autorise** Monsieur le Maire à la signer ;
- **Autorise** Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

QUESTIONS ECRITES

1) « Groupe "Agir Ensemble" à Monsieur le Maire d'Aubenas
Conseil municipal du 23/09/2024

Objet : QUELS EFFECTIFS POUR LA POLICE MUNICIPALE ?

Face à l'augmentation inquiétante des agressions et des incidents survenus récemment dans notre commune :

- *le soir du 14 juillet, le violent affrontement sur la voie publique, sur lequel vous êtes resté étonnamment mutique, bien que les festivités de la Fête Nationale représentent l'évènement majeur de la saison pour les commerçants d'Aubenas ;*
- *le 25 juillet, l'agression de deux couples par une bande d'une dizaine de racailles dans l'environnement de la place de l'Hôtel de Ville ;*
- *le 2 août, le vol de téléphones par trois individus dans le magasin SFR en plein centre-ville ;*
- *...et durant toutes les soirées de l'été, la consommation de gaz hilarant (protoxyde d'azote) sur la place Pécourte par des groupes de jeunes ;*

Comme vous l'aurez compris, nous souhaitons aborder la question de la sécurité publique.

Monsieur le Maire, vous avez su embaucher 13 personnes pour gérer le Centre d'Art Contemporain et du Patrimoine (CACP), nous pensons que vous devez être aussi capable de renforcer l'effectif police municipale afin d'améliorer la sécurité sur la Ville d'Aubenas.

Rédigé le 18 septembre 2024 par Alexandra CAUQUIL »

A propos de la soirée du 14 juillet, Monsieur le Maire précise qu'il y répondra en même temps que la question posée par l'autre groupe politique.

Concernant l'altercation, et non l'agression qui concernait moins de 10 personnes, Monsieur le Maire informe les élus que les auteurs ont été pris en flagrant délit et arrêtés sur le champ. Il souligne que la Police Nationale attend toujours les dépôts de plainte à ce sujet.

Quant aux effectifs de la Police Municipale, Monsieur le Maire précise qu'il y a 9 postes qui sont ouverts au sein de la PM de la ville : les ratios sont donc largement couverts pour une ville de 13 000 habitants.

De plus, Monsieur le Maire rappelle que la ville bénéficie d'un commissariat de Police Nationale dont les effectifs ont été renforcés grâce à l'action du Député Fabrice Brun. Il y a donc suffisamment d'effectifs de Police Nationale et Municipale au sein de la ville d'Aubenas.

Monsieur le Maire regrette que le sujet de la Police Municipale ou Nationale soit toujours abordé avec plaintes. Il informe les élus que le commandant de Police viendra devant le Conseil Municipal, comme cela avait déjà été fait, après être allé devant les conseils de quartiers pour

expliquer ce qui se passe. Il ajoute que le taux d'élucidation du commissariat de Police d'Aubenas avoisine les 70 %, il est dans le top 5 de la moyenne nationale en France.

Il souligne la période très compliquée au niveau national. La Police et la répression, ce n'est qu'un des volets ; le deuxième volet est la justice et aucun commentaire ne sera fait dans ce domaine. Le troisième volet et le plus important, est la prévention. C'est le travail qui est fait sur le terrain par les acteurs sociaux, par le CCAS, par les centres sociaux, par tous les gens qui permettent de faire diminuer la pression, de prendre en charge des jeunes désœuvrés et d'éviter au maximum tous les problèmes que l'on peut avoir sur la voie publique.

En ce qui concerne le protoxyde d'azote, Monsieur le Maire confirme qu'il y a un problème à la fois d'incivilités et surtout de santé publique. Il informe les élus qu'il a pris un arrêté portant interdictions liées au protoxyde d'azote.

André Constanzo félicite Monsieur le Maire pour cet arrêté mais l'interroge sur son application et les moyens qui seront utilisés. Il rappelle l'arrêté pris en 2017 concernant la consommation d'alcool sur la voie publique et jamais appliqué. Il demande également si les effectifs de nuit sont prévus car ces événements se produisent la nuit.

Monsieur le Maire rappelle aux élus que la Police Municipale ne travaille pas la nuit. Par contre la Police Nationale intervient, y compris sur la Pécourte avec rapport à l'appui. Néanmoins, il la Police Municipale intervient également et éloigne les jeunes qui consomment ce protoxyde d'azote.

De plus, Monsieur le Maire informe les élus que les bancs situés contre les maisons ont été démontés pour éviter qu'il y ait des rassemblements sous les fenêtres des personnes qui habitent ce quartier. « Néanmoins, ce n'est pas parce que la Police ira à un endroit X que les jeunes n'iront pas à un endroit Y pour consommer des stupéfiants ou du protoxyde d'azote. » Il explique que dans la mesure où il y aura des plaintes et des demandes qui seront faites auprès des services de Police pour qu'ils se déplacent, les services de Police pourront désormais verbaliser puisqu'un arrêté du Maire a été pris.

En ce qui concerne la consommation d'alcool sur le domaine public, Monsieur le Maire indique à l'assemblée qu'il y a eu cette année plusieurs dizaines, voire centaines d'amendes. Il rappelle à nouveau que la Police fait son travail, mais il y a d'autres problèmes ; il affirme que la prévention est beaucoup plus intéressante dans tous les domaines plutôt que la répression, même si elle est nécessaire.

**2) « Groupe "Agir Ensemble" à Monsieur le Maire d'Aubenas
Conseil municipal du 23/09/2024**

Objet : LES FINANCES DE LA VILLE D'AUBENAS

Les élus de la Ville d'Aubenas ont été destinataires du rapport d'observations de la Chambre Régionale des Comptes portant sur les exercices 2011 à 2016, ainsi que les observations définitives délibérées le 16/10/2019.

Pouvez-vous nous communiquer le rapport sur les exercices 2017 à 2022 qui doit être actuellement disponible ?

En attendant, pour la bonne information de la population, dans la prochaine édition du magazine municipal (#71, automne 2024), notre "tribune libre" décrira la situation financière inquiétante de notre commune pour l'année 2024.

Rédigé le 19 septembre 2024 par André CONSTANZO »

Monsieur le Maire déclare qu'il n'existe pas de rapport sur les exercices 2017 à 2022 et qu'actuellement, la Chambre Régionale des Comptes ne réalise pas « d'enquête » particulière concernant la ville d'Aubenas.

Il explique, d'une part, que la réalisation d'une « enquête » par la Chambre Régionale des Comptes n'est pas systématique et que cela est souvent lié à des changements d'équipe municipale, de Maire ou de Président de communauté de communes.

D'autre part, le Maire ou le Président de communauté de communes est la première personne qui est contactée, avant même le lancement de « l'enquête », pour être averti et pour lui expliquer de vive voix ce qui va faire l'objet de cette enquête et pour fixer les conditions par rapport au travail des services.

3) Goupe « Ensemble pour Aubenas »

Objet : « Devenir de l'ASA

A ce jour, le centre social associatif "ASA" se trouve dans une situation particulièrement difficile. Pouvez-vous nous dire :

- *comment se positionne la commune par rapport à cette situation ?*
- *quelles sont les propositions de la commune pour améliorer cette situation et trouver des solutions durables ?*
- *comment la commune envisage le maintien des actions menées (ou que doit mener) par ce centre social ? »*

Monsieur le Maire confirme les grandes difficultés financières structurelles et de management du centre social ASA depuis 2022.

Il explique que depuis 2022, malgré l'aide des financeurs et les mises en garde, le déficit s'est creusé : il est d'environ 74 000 € à l'heure actuelle et il pourrait être plus élevé encore à la fin de l'année. De plus, ce déficit intervient dans un contexte de conflit entre le directeur et ses salariés : il se traduit par l'absence d'une majorité des salariés et par conséquent par une absence d'actions dans le quartier.

Il précise que le financeur principal est la Caisse d'Allocations Familiales et que c'est aussi la CAF qui donne les agréments. Celui de l'ASA arrive à échéance fin 2024 et il doit être renouvelé en 2025.

Monsieur le Maire indique que l'ASA n'a pas pu assurer l'accueil collectif de mineurs cette année. La ville l'a donc mis en place avec les centres sociaux du Palabre et du Fil de l'Eau qui ont bénéficié du financement prévu pour cette opération. Il ajoute que cela a engendré un coût supplémentaire pour la ville.

Actuellement, le constat est simple : « l'ASA ne va pas dans le mur, elle est dans le mur. »

Le co-financeur principal, qui est la CAF, a déjà fait savoir que les règlements nationaux ne lui permettent pas de trouver des financements supplémentaires. Monsieur le Maire affirme « qu'il

n'est pas question que la ville d'Aubenas assure les financements liés au déficit de plusieurs dizaine de milliers d'euros dû à un problème de gestion inhérent à l'association. »

Il souligne l'importance des actions menées dans le cadre du quartier des Oliviers, en Quartier Politique de la Ville. La structure qui prendra la suite de l'ASA devra les poursuivre en couvrant tout le territoire qui lui est alloué et de façon à ce qu'il y ait le moins de hiatus possible entre les éventuels changements de l'ASA et les actions proposées.

Ces actions, absolument nécessaires, sont liées à l'éducation, l'accompagnement à la scolarité, l'accompagnement à la parentalité, la médiation santé financée par l'ARS et donc pas menacée, l'animation de la vie de quartier, le développement social local, une offre d'accueil pour les 3-11 ans, les 11-14 ans pour éviter la délinquance, la mixité sociale.

Monsieur le Maire assure que la ville d'Aubenas n'abandonne ni le quartier, ni les personnes qui y habitent. Elle maintiendra son financement à la nouvelle structure compte-tenu des ventilations des actions, comme le Programme de Réussite Educative dont les actions pourraient être prises en charge complètement par la ville d'Aubenas avec le CCAS, ou encore la prise en charge du RSA pour les gens du voyage qui est assurée par l'ASA. Il s'agit de trouver des solutions collectives dans l'intérêt des habitants, et pas seulement pour sauver une structure.

Monsieur le Maire précise que la ville finance aussi le Palabre, qu'elle a son propre centre social Au Fil de l'Eau qui fonctionne sur Pont d'Aubenas et St Pierre : « sur ces centres sociaux, si l'on tient compte des financements et des avantages en nature, le total général 2024 était de 210 593 € pour un budget de l'ASA de plus de 800 000 €. Il ne s'agit donc pas simplement de management, sans incriminer l'équipe actuelle parce que je pense qu'il faut du courage à Monsieur Boutarga pour reprendre une situation aussi compliquée et déficitaire ; je lui tire mon chapeau, ainsi qu'aux membres du conseil d'administration. »

D'autre part, Monsieur le Maire rappelle aux élus que la ville d'Aubenas agit de manière importante dans le domaine social : elle finance les centres sociaux à hauteur de près d'1 million d'euros, plus les subventions du CCAS, cela représente près de 2 millions d'euros.

Benoît Perrusset précise que le commissaire aux comptes a donné un délai de 15 jours à 3 semaines pour produire une nouvelle stratégie, de nouvelles orientations. Il demande ce qu'il est possible de réaliser collectivement pour maintenir les services dans la pérennité dans le délai du commissaire aux comptes.

Monsieur le Maire confirme que le délai du commissaire aux compte est de 15 jours. Il explique que la situation ne sera pas améliorée mais il y aura un laps de temps pour envisager la suite. La piste privilégiée pour prendre la relève est le centre social Le Palabre qui a déjà des interactions avec le quartier, afin qu'il y ait une continuité pour réaliser les actions. Pour cela, il faut que le Palabre accepte et que les financements soient assurés. La ville s'engage à maintenir les siens ; la CAF et des services de l'Etat doivent se positionner. D'autres pistes peuvent être étudiées.

Monsieur le Maire ajoute que des travailleurs sociaux et des adultes relais de la ville travaillent déjà sur le terrain à la rencontre des habitants et leurs actions seront renforcées, en particulier dans le local de la ville mis à disposition de l'ASA dans le quartier (Combegayre).

Cécile Faure ajoute que cet été, les horaires des adultes relais ont été aménagés pour qu'ils puissent travailler en soirée afin de pouvoir aider les gens qui en avaient besoin. De plus, elle

rappelle que le local dans lequel est accueilli l'ASA appartient à la ville d'Aubenas et est mis à disposition gratuitement, hormis les fluides ; il le sera encore et ce, quelle que soit la structure.

Monsieur le Maire affirme qu'il y aura tout le temps une présence de la ville d'Aubenas et des services sociaux dans le quartier des Oliviers.

4) Groupe « Ensemble pour Aubenas »

Objet : « Bilan des évènements du 14 juillet dernier

Lors de la soirée du 14 juillet, de graves évènements se sont déroulés en centre-ville, à proximité de l'Agora, qui ont empêché la tenue des feux d'artifice et surtout, ont affolé les personnes venues fêter la fête Nationale.

Nous vous avons demandé par courriel de nous apporter des éclaircissements à ce sujet. Votre réponse ne nous a pas satisfaits. Nous savons que la police et les secours font et ont fait leur travail.

Nous regrettons qu'il n'y ait eu aucune communication de votre part sur le sujet, ni en direction des élus, et surtout ni en direction des habitants.

Pouvez-vous nous expliquer ce qu'il s'est passé ce soir-là ?

Pouvez-vous nous dire comment la commune analyse a posteriori cette situation ?

Quelles actions et réponses ont été apportées depuis ?

Quelles conclusions en tire la commune ?

Benoit PERRUSSET »

Monsieur le Maire relate le contexte de cet événement : à l'origine, une première dispute entre deux individus avait eu lieu lors d'une soirée. Le lendemain, ces deux personnes se sont retrouvées par hasard à la même boulangerie. La querelle de la veille a repris, le ton est monté et là des coups ont été échangés. Les deux protagonistes ont appelé du renfort d'autres personnes et la situation d'affrontement de deux groupes le 14 juillet s'est déroulée. Cette courte bagarre a entraîné un mouvement de foule car certaines personnes ont rapporté que la foule était la cible de tirs, ce qui était totalement faux. Les services de Police sont intervenus très rapidement, très efficacement.

Monsieur le Maire explique que dans les minutes qui ont suivi, d'une part sur les réseaux sociaux il y a eu un déferlement de haine parce que les deux groupes en question étaient deux groupes représentant des communautés installées sur le territoire ; d'autre part un certain nombre de mails « terrifiants de racisme » ont été reçus, de même que des messages reçus directement avec des attaques personnelles.

« Il a en effet été décidé de ne pas communiquer sur cet événement, ou peut-être pas assez communiqué, de façon à ne pas alimenter la polémique et en particulier celle de tous les gens qui voulait tirer parti de cet événement pour autre chose que ce n'était réellement. »

Monsieur le Maire ajoute que dans ce contexte, la communication était complètement inaudible. Max Bouschon a été harcelé pour passer des messages qu'il a refusé de passer. Il s'agissait de faire en sorte que sur les réseaux sociaux les choses se calment.

Il informe les élus que seule Madame la Préfète a fait un communiqué très lapidaire.

Maire le Maire précise qu'il a été décidé d'arrêter le feu d'artifice avec l'avis des services de l'Etat et les services de Police pour éviter qu'il y ait des blessés graves en cas de récurrence de la bagarre.

Monsieur le Maire explique que dans ce cadre-là, la prévention est absolument impossible puisque l'origine de la dispute s'est déroulée dans un autre lieu, lors d'une soirée alcoolisée. De plus, les réponses ont été apportées sur le fait ; d'autres réponses ont également été apportées avec une prise de contact au sein des deux communautés, mais il n'y aura pas de communication à ce sujet.

Monsieur le Maire ajoute que le constat est que pendant l'été cette histoire s'est terminée. Un autre constat est que certaines personnes n'ont pas eu peur de la bagarre, elles sont restées sur place à regarder, d'autres à filmer. Des gens ont eu peur. Il n'y a quasiment pas eu de personnes commotionnées, quelques foulures mais très peu et il n'y a pas eu de dépôt de plainte. La commune a déposé une main courante car elle ne pouvait pas déposer de plainte en l'absence de dégât matériel concernant la commune spécifiquement.

Guillaume Vermorel remercie Monsieur le Maire pour ses explications. Il affirme qu'il y a eu un vrai impact psychologique sur les habitants et les touristes présents. Une communication « à chaud » aurait peut-être été nécessaire pour tenter de juguler ce déferlement de propos fascistes sur les réseaux sociaux.

Monsieur le Maire invite les élus à lire son éditorial dans le bulletin municipal en cours de distribution, où il est question de cet événement.

Il rappelle que la ville d'Aubenas a la chance de bénéficier de la présence d'une Police Municipale et d'une Police Nationale qui font leur travail, de même que les centres sociaux, les intervenants sur le terrain, le CCAS très actif, le pôle social, les intervenants du Département, le Centre Médico-Social, l'espace France Services. Il explique que les services à Aubenas, d'après les ratios, sont surdimensionnés.

Cela fonctionne bien mieux que dans d'autres villes qui nous entourent de même taille ou de taille supérieure. Il ne faut jamais oublier que la ville d'Aubenas est la deuxième ville de l'Ardèche.

Monsieur le Maire conclut que l'environnement actuel en France et même en Europe est complexe dans une société de plus en plus perturbée et déstructurée. A Aubenas, cela est amorti grâce aux différents acteurs de la ville, y compris associatifs.

A propos de l'incident du 14 juillet, André Constanzo interpelle les élus quant au constat de personnes aveuglées par les gaz lacrymogènes et notamment des enfants et qu'il n'y avait pas de secouristes sur place.

Monsieur le Maire informe Monsieur Constanzo que la Croix Rouge était bien sur place, a pris en charge les personnes et, en fonction des besoins, appelait ou non les sapeurs-pompiers. Les policiers municipaux ont aussi pris en charge un certain nombre de personnes. Il rappelle que peu de personnes ont été gazées, encore moins des enfants et que les policiers sont habitués à ce genre de situation : ils ne dispersent pas les gaz partout, ce sont des jets très précis qu'ils savent manipuler.

Khalid ESSAYAR ajoute qu'à chaque événement important, la protection civile est présente en équipe et se déplace dans la ville. Ils ont été sollicités, de même que le SDIS.

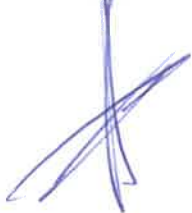
Pascal Gaillard précise qu'avec les artificiers le soir du 14 juillet, dans la temporalité, c'est le mouvement de panique qui a duré plus longtemps et qui a marqué les gens d'une manière générale, et pas forcément la rixe qui a été maîtrisée et qui a duré quelques minutes. Il confirme que le dispositif du PCS était à proximité réelle, situé au niveau du 18A et les pompiers juste au-dessus.

Monsieur le Maire alerte les élus et demande de vérifier les sources avant de les diffuser et d'alimenter la polémique.

Monsieur le Maire remercie les membres du Conseil Municipal d'avoir participé à ce conseil et pour leur assiduité, leur présence.

Monsieur le Maire lève la séance à 23h45

**Le Président de séance,
Jean-Yves MEYER**

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large 'X' shape with a vertical line through it.

**La secrétaire de séance,
Cloé SIMON**

A handwritten signature in black ink, featuring a large, stylized 'C' with a horizontal line through it.